

F. 96 - 786

[29089]

20 DECEMBRE 1995. — Décret contenant le budget général des dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 1996 (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Des crédits non dissociés et des crédits dissociés destinés à couvrir les dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 1996 sont ouverts conformément aux programmes énumérés dans le tableau annexé au présent décret et dont la synthèse figure ci-après. Le même tableau donne l'estimation des dépenses à imputer en 1996 à charge des crédits variables.

TABLEAU RECAPITULATIF

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
Budget de la Dotation au Conseil de la Communauté française (tableau I)	462,7	—	—	—
Budget du Ministère de la Culture et des Affaires sociales (tableau II)	27 739,6	559,1	656,2	1 440,6
Budget du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation (tableau III)	171 125,1	400,0	300,0	4 911,6
Budget de la Dette (tableau IV)	10 032,4	—	—	—
Budget des Dotations à la Région wallonne et à la Commission communautaire française (tableau V)	17 620,2	—	—	—
Total général	227 020,0	959,1	956,2	6 352,2

Ces crédits sont énumérés aux tableaux annexés au présent décret.

Dans les articles du présent décret, les abréviations suivantes sont utilisées :

- « D.O. » pour « division organique »;
- « A.B. » pour « allocation de base ».

Art. 2. L'alinéa 3 de l'article 12 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées par l'arrêté royal du 17 juillet 1991 n'est pas d'application pour l'année budgétaire 1996. Des subsides à caractère facultatif peuvent être octroyés dans les limites de l'objet des allocations de base inscrites à cet effet dans le budget administratif.

Art. 3. Les indemnités pour frais funéraires, ainsi que les allocations de naissance, peuvent être liquidées de la même manière que les rémunérations des bénéficiaires.

Art. 4. Pendant l'année budgétaire 1996, les opérations des services à gestion séparée sont estimées aux sommes mentionnées dans leurs budgets respectifs annexés au présent décret.

Art. 5. L'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 n'est pas d'application pour l'année budgétaire 1996 en ce qui concerne les fonds budgétaires figurant dans les sections particulières inscrites dans les tableaux ci-après.

Le mode de disposition des avoirs mentionnés sur les fonds et le mode de paiement des dépenses des services à gestion séparée sont indiqués en regard du numéro de l'article ou du littéra se rapportant à chacun d'eux.

Les fonds dont les dépenses sont soumises au visa préalable de la Cour des Comptes sont désignés par l'indice A.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé à l'intervention du Gouvernement sont désignés par l'indice B.

(1) Session 1995-1996.

Documents du Conseil. — N^{os} 4-II, n^o 1. Projet de décret; n^o 1, annexe 1. Exposé général; n^{os} 2 à 4. Avis des commissions; n^o 5. Rapport; n^{os} 6 et 7. Amendements.

Comptes rendus intégraux. — Discussion. Séances des 18 et 19 décembre 1995. — Adoption. Séance du 19 décembre 1995.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé directement par les comptables qui ont opéré les recettes sont désignés par l'indice C.

Art. 6. Les agents contractuels subventionnés et le personnel relevant du Fonds budgétaire interdépartemental sont payés à l'intervention des crédits variables des tableaux annexés alimentés par la contribution de la Région wallonne et de la Région de Bruxelles Capitale:

— en ce qui concerne le Ministère de la Culture et des Affaires sociales (tableau II): D.O. 31, article 11.06.01, D.O. 61, article 11.05.01 et D.O. 71, article 11.08.01.

— en ce qui concerne le Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation (tableau III): D.O. 40, article 11.09.90, D.O. 51, article 11.04.90, D.O. 52, article 11.04.91, D.O. 53, article 11.04.50, D.O. 55, article 11.04.90 et D.O. 56, article 11.04.60.

En cas de situation débitrice de ces articles, des avances de trésorerie peuvent être octroyées dans la limite des montants attribués par les régions concernées.

Art. 7. Les intérêts débiteurs résultant de la gestion de la trésorerie dans le cadre du court terme, les montants à payer à l'échéance dans le cadre des émissions de papier commercial ainsi que les montants à payer à l'échéance dans le cadre de l'utilisation de produits dérivés avec le caissier, peuvent être prélevés d'office par le caissier sur les comptes *ad hoc* et font l'objet d'une régularisation à charge du budget général des dépenses.

Art. 8. Par dérogation à l'article 14, premier alinéa, de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des Comptes, les avances de fonds visées aux articles 14 et 26 peuvent servir à payer les rémunérations, les allocations et les indemnités de toutes espèces en faveur du personnel rétribué par la Communauté, ainsi que les créances résultant de marchés n'excédant pas 200 000 francs, y compris les acquisitions d'œuvres d'art, ainsi que les secours et les allocations à caractère social et les subventions de moins de 50 000 francs.

Ces montants peuvent être adaptés pour certains comptables sur décision du Gouvernement et selon les modalités qu'il détermine.

Art. 9. Les dotations prévues au profit de la Région wallonne et de la Commission communautaire française, en application du décret II du 19 juillet 1993 attribuant à l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, peuvent faire l'objet de liquidations par tranches d'avances mensuelles, selon la procédure des dépenses fixes.

Art. 10. Les dépenses relatives au service et au remboursement de la dette de la Communauté peuvent être effectuées selon la procédure des dépenses fixes.

Art. 11. § 1^{er}. Les crédits afférents aux programmes se rapportant aux frais de fonctionnement des administrations — appelés programmes de subsistance — comportent:

1° Les rémunérations et indemnités généralement quelconques du personnel actif et en disponibilité, les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accidents du travail — en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès — ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire;

2° Les dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services:

— Honoraires des avocats et des médecins — Frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales — Jetons de présence, frais de route et de séjour de personnes étrangères aux administrations de la Communauté française — Rémunérations d'experts étrangers à l'Administration et prestations de tiers;

— Dépenses de consommation relatives à l'occupation des locaux — en ce compris les dépenses de consommation énergétique « mazout, gaz, essence, électricité, charbon » et dépenses d'entretien — Frais de bureau, location d'équipement informatique, transport, impôts, rétributions, publications du département, formation professionnelle, habillement et autres menues dépenses d'administration.

— Indemnités généralement quelconques au personnel de la Communauté française pour charges réelles et dégâts matériels, frais de transport afférents aux voyages de service et primes d'assurance des délégués du département se rendant à l'étranger, intervention de la Communauté française dans le prix des abonnements sociaux.

3° Les dépenses exceptionnelles pour achat de biens non durables et de services, tels que les travaux et fournitures pour l'aménagement de nouveaux locaux et les frais de déménagement;

4° Les loyers des biens immobiliers des divers services du département, en ce compris les loyers, rétributions et indemnités dus à la Régie des Bâtiments;

5° Les autres dépenses relatives au fonctionnement des services dont la description détaillée est fournie dans le budget administratif;

6° Les indemnités aux tiers, victimes d'accidents dont la responsabilité incombe à la Communauté française ainsi que les divers frais de procédure se rapportant à ces accidents;

7° Les dépenses pour l'acquisition de biens meubles durables, machines, mobilier, matériel et moyens de transport terrestre;

§ 2. La répartition entre les allocations de base concernées des montants inscrits aux allocations de base 01.02.08 de la division organique 31 et 01.01.12 de la division organique 40 se fera par arrêté délibéré en Gouvernement.

Art. 12. Les soldes des crédits des allocations de base des divisions organiques 31, 38 et 61 du tableau II et les divisions organiques 40 et 83 du tableau III de l'année budgétaire 1995 qui ont donné lieu à un engagement direct ou sur état estimatif et qui n'ont pas été ordonnancés avant le 31 décembre 1995 font l'objet d'un report à une allocation de base du budget 1996 en fonction d'une transcodification définie par la table de conversion fournie à l'annexe I des budgets administratifs des tableaux II et III.

CHAPITRE II. — Ministère de la Culture et des Affaires sociales

Section 01. — Dispositions générales

Art. 13. Par dérogation à l'article 15 de la loi organique de la Cour des Comptes du 29 octobre 1846, des avances de fonds d'un montant maximum de 15 000 000 de francs peuvent être consenties à chacun des comptables extraordinaires.

Ce montant maximum est porté à 25 000 000 de francs pour les comptables extraordinaires du Secteur Secrétariat général, du Secteur Sport et du Secteur Infrastructure.

Pour d'autres comptables, il peut être adapté par décision du Gouvernement et selon les modalités qu'il détermine.

Art. 14. Le comptable extraordinaire de la Direction générale de la Culture et de la Communication (D.O. 65 — Audiovisuel) est autorisé à effectuer des paiements lors de missions à l'étranger dans le cadre de festivals et de marchés internationaux, dans la limite de 500 000 francs.

Art. 15. Le Ministre qui a l'Inspection médicale scolaire dans ses attributions est autorisé à accorder des avances en matière d'Inspection médicale scolaire selon le calendrier et les modalités qu'il détermine.

Art. 16. Le comptable du compte du crédit variable 12.33.01 de la division organique 73 (Fonds des Sports — Activités) est autorisé à alimenter le compte du crédit variable 11.05.01 de la division organique 73 (Fonds des Sports — Rémunérations) en fonction de ses liquidités.

Art. 17. Des avances de trésorerie peuvent être octroyées au crédit variable 11.05.01 de la division organique 73, à concurrence d'un montant équivalent, au maximum, au quart des dépenses annuelles de personnel.

Art. 18. Les dépenses effectuées à charge de l'allocation de base 33.06.11 de la division organique 25 et de l'allocation de base 33.03.14 de la division organique 33 peuvent couvrir le fonctionnement et le subventionnement des prestations d'années antérieures.

Art. 19. Tout engagement à prendre dans le chef de l'ouverture d'une ligne de crédit pour la réalisation d'un programme pluriannuel de gros investissement est soumis au visa du contrôleur des engagements et à la Cour des Comptes.

Art. 20. La ligne de crédit autorisée par l'article 19 du dispositif du décret du 21 décembre 1992 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de 1993 est prolongée jusqu'au 31 décembre 1996.

Art. 21. Les dispositions de l'article 10 du décret du 27 octobre 1994 contenant l'ajustement du budget de la Communauté française pour 1994 restent d'application en 1996 relativement aux dépenses afférentes à la période antérieure au 1^{er} janvier 1994.

Section 02

Titre VII. — Organismes d'intérêt public

Art. 22. Est approuvé le budget du Commissariat général aux relations internationales pour l'année budgétaire 1996 annexé au présent décret.

Art. 23. Est approuvé le budget de l'Agence de Prévention du Sida pour l'année budgétaire 1996 annexé au présent décret.

Section 03. — Services à gestion séparée

Art. 24. Est approuvé le budget du Centre du Cinéma et de l'Audio-visuel pour l'année budgétaire 1996 annexé au présent décret.

CHAPITRE III. — Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation

Section 01. — Dispositions générales

Art. 25. Par dérogation à l'article 15 de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des Comptes :

1. Des avances de fonds d'un montant maximum de 15 000 000 de francs peuvent être consenties aux comptables extraordinaires des services administratifs du département, des cabinets, des services extérieurs, ainsi que des services à gestion séparée;

2. Des avances de fonds d'un montant maximum de 25 000 000 de francs peuvent être consenties au comptable extraordinaire de l'Econamat relevant de la Direction générale des Personnels, des Statuts et de l'Organisation administrative;

3. Des avances de fonds d'un montant maximum de 25 000 000 de francs peuvent être consenties aux comptables des Fonds des Bâtiments scolaires de la Communauté française;

4. Ces plafonds peuvent être adaptés pour certains comptables sur décision du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 26. Le comptable extraordinaire de la Direction générale de l'Enseignement préscolaire et de l'Enseignement primaire est autorisé à payer au moyen des fonds avancés, l'intervention de la Communauté dans les frais de pension des enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe et confiés par leurs parents soit à un internat de l'enseignement officiel subventionné, soit à un internat de l'enseignement libre subventionné. En outre, il est autorisé à payer cette intervention sous forme d'avances trimestrielles.

Le comptable extraordinaire de la Direction générale de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique est autorisé à payer, au moyen de fonds avancés, les bourses de voyage et les prix en espèce octroyés aux lauréats de concours universitaires. En outre, il est autorisé à payer, de la même manière, les frais de voyage des personnes qui viennent de l'étranger ou qui s'y rendent.

Art. 27. Les dépenses afférentes aux frais de fonctionnement et d'équipement des écoles, des centres psycho-médico-sociaux ainsi que des cabinets de consultation et d'inspection médicale scolaire établis sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne et à réaliser sur place par les services relevant de la Défense nationale, peuvent être effectuées conformément aux règles en vigueur dans la République fédérale et faire l'objet d'ordonnances d'ouverture de crédit quel que soit leur montant, au profit d'un comptable extraordinaire désigné par le Ministre de la Défense nationale avec l'accord du Gouvernement de la Communauté française auquel il transmet le compte de l'utilisation des fonds avancés.

Art. 28. Par dérogation à l'article 143, premier alinéa, des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, les Ministres compétents peuvent autoriser les responsables de la gestion financière des écoles et des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, à gestion séparée, à procéder à la vente des objets mobiliers mis à leur disposition lorsque ceux-ci ne peuvent plus être employés.

Art. 29. Les crédits non dissociés relatifs aux allocations de base 11.03, 43.01 et 44.01 de la D.O. 56 peuvent couvrir des dépenses se rapportant à des années budgétaires antérieures.

Art. 30. Les dépenses relatives aux allocations d'études et aux prêts d'études sont imputées à la division organique 97 et peuvent être liquidées sous forme de dépenses fixes.

Art. 31. Les subventions-traitements des membres du personnel des enseignements préscolaire et primaire, secondaire, supérieur non universitaire, spécial et de promotion sociale, de l'enseignement artistique et des centres psycho-médico-sociaux, peuvent être liquidées sous forme de dépenses fixes.

Art. 32. Les articles relatifs au paiement des rémunérations et des subventions-traitements repris au tableau III du présent décret peuvent supporter le paiement d'avances à l'Office national des allocations familiales des travailleurs salariés concernant les allocations familiales dues au personnel enseignant et les frais y afférents.

Les dépenses visées à l'alinéa précédent peuvent être liquidées sous forme de dépenses fixes.

Art. 33. Les dépenses relatives aux allocations octroyées aux maîtres de stages dans l'enseignement fondamental peuvent être imputées sur les allocations de base de la division organique 51 relatives aux traitements et subventions-traitements des réseaux concernés.

Les dépenses visées à l'alinéa précédent peuvent être liquidées sous forme de dépenses fixes.

Art. 34. Les remboursements relatifs au contentieux en matière de droits d'inscription spécifiques payés par les élèves et étudiants visés aux articles 58 et suivants de la loi du 21 juin 1985 concernant l'enseignement peuvent être imputés sur les allocations de base relatives au paiement des dotations ou subventions de fonctionnement des établissements fréquentés par les élèves ou étudiants susvisés.

Art. 35. Les subventions octroyées en 1995 à charge de l'allocation de base 33.01.02 de la division organique 89 peuvent couvrir des dépenses afférentes à l'année budgétaire 1996.

Art. 36. Les recettes enregistrées et les soldes existant au 31 décembre 1995 au profit des crédits variables repris au budget de l'année 1995 à la D.O. 40 sont transférés aux crédits variables correspondants du budget de l'année 1996, en fonction de la table de conversion, définie à l'annexe 1 du budget administratif.

Art. 37. Par dérogation à l'article 34 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, les soldes créditeurs des ordonnances d'ouvertures de crédits, émises à charge d'exercices budgétaires antérieurs, consenties au profit du comptable extraordinaire désigné en vue d'effectuer les dépenses afférentes aux frais de fonctionnement et d'équipement des écoles, des centres psycho-médico-sociaux ainsi que des cabinets de consultation et d'inspection médicale scolaire établis sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne, peuvent servir à honorer des engagements et des dépenses relatifs à l'année budgétaire 1996.

Art. 38. Des transferts entre allocations de base de la division organique 83 peuvent être opérés de l'accord du Ministre du Budget après avis de l'Inspection des Finances.

Section 02

Titre IV. — Section particulière

Art. 39. Les opérations effectuées sur les fonds budgétaires figurant à la section particulière du tableau III du présent décret sont évaluées respectivement :

en recettes à 2 303,0 millions de francs;

en dépenses à 2 275,0 millions de francs.

Art. 40. L'article 66.48 B « Fonds pour la qualification agricole » perçoit les aides accordées par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) en vue de concourir au financement des activités exécutées en matière de formation professionnelle de personnes travaillant dans l'agriculture.

Art. 41. Les dépenses du Fonds budgétaire des Bâtiments scolaires de la Communauté française et du Fonds des Bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné s'effectuent à l'intervention de fonds ouverts à la section particulière du budget sous les articles 60.53 A et 60.54 A, sous l'autorité directe et exclusive du Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique.

Un contrôle des engagements est organisé pour les dépenses relatives au Fonds budgétaire des Bâtiments scolaires de la Communauté française.

Les dépenses des organismes visés au présent article s'effectuent dans la limite des moyens budgétaires mis à leur disposition, lesquels supporteront les dépenses de personnel, de fonctionnement administratif et général.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 20 décembre 1995.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,
J.-P. GRAFE

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,
Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

TABLEAU I

DOTATION AU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
DIVISION ORGANIQUE 10				
Dotation au Conseil de la Communauté française				
Programme 1 Dotation au Conseil de la Communauté française	462,7	—	—	—
Totaux pour la Division organique 10	462,7	—	—	—
TOTAL TABLEAU I	462,7	—	—	—

TABLEAU II

MINISTERE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

(En millions de francs)

		Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
			Crédits d'enga- gement	Crédits d'ordon- nement	
SECTEUR CABINETS DU GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE					
DIVISION ORGANIQUE 01					
Cabinet de la Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française, chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé					
Programme 0	Subsistance	199,7	—	—	—
Totaux pour la Division 01 . . .		199,7	—	—	—
DIVISION ORGANIQUE 02					
Cabinet du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales					
Programme 0	Subsistance	175,7	—	—	—
Totaux pour la Division organique 02 . . .		175,7	—	—	—
DIVISION ORGANIQUE 03					
Cabinet du Ministre de la Culture et de l'Education permanente					
Programme 0	Subsistance	97,9	—	—	—
Totaux pour la Division organique 03		97,9	—	—	—
SECTEUR SANTE					
DIVISION ORGANIQUE 21					
Affaires générales					
Programme 0	Subsistance	2,2	—	—	—
Programme 1	Subventions diverses	4,8	—	—	—
Totaux pour la Division organique 21		7,0	—	—	—

(En millions de francs)

		Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
			Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
DIVISION ORGANIQUE 22					
Médecine préventive					
Programme 1	Actions diverses	80,1	—	—	—
Programme 2	Subventions et interventions diverses	432,3	—	—	—
Totaux pour la Division organique 22		512,4	—	—	—
DIVISION ORGANIQUE 24					
Inspection médicale scolaire					
Programme 0	Subsistance	560,0	—	—	—
Totaux pour la Division organique 24		560,0	—	—	—
DIVISION ORGANIQUE 25					
Enfance					
Programme 1	Subventions	4 307,7	—	—	—
Fonds de subventionnement aux centres de vacances (A)					
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1996	—	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	—	—
	— Disponible pour 1996	—	—	—	—
	— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	—
	— Solde au 31 décembre 1996	—	—	—	—
Totaux pour la Division organique 25		4 307,7	—	—	—
SECTEUR SECRETARIAT GENERAL					
DIVISION ORGANIQUE 31					
Affaires générales					
Programme 0	Subsistance	2 948,5	—	—	—
Fonds destiné à rémunérer les agents contractuels subventionnés attachés au Ministère de la Culture et des Affaires sociales (A)					
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1996	—	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	—	40,9
	— Disponible pour 1996	—	—	—	40,9
	— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	40,9
	— Solde au 31 décembre 1996	—	—	—	—
Programme 1	Information et promotion de la Communauté française	21,5	—	—	—
Programme 2	C.G.R.I. — Subventions diverses	823,9	—	—	—
Programme 3	COCOF	345,0	—	—	—
Totaux pour la Division organique 31		4 138,9	—	—	40,9

(En millions de francs)

		Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
			Crédits d'enga- gement	Crédits d'ordon- nement	
DIVISION ORGANIQUE 32					
Economat					
Programme 0	Subsistance	288,1	—	—	—
Totaux pour la Division organique 32 . . .		288,1	—	—	—
DIVISION ORGANIQUE 33					
Aide à la jeunesse					
Programme 0	Subsistance	135,4	—	—	—
Programme 1	Jeunes en danger et jeunes délinquants	5 477,9	—	—	—
Fonds destiné à subventionner des actions et des mesures d'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse (A)					
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1996	—	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	—	200,0
	— Disponible pour 1996	—	—	—	200,0
	— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	200,0
	— Solde au 31 décembre 1996	—	—	—	—
Totaux pour la Division organique 33 . . .		5 613,3	—	—	200,0
DIVISION ORGANIQUE 34					
Aide sociale spécialisée					
Programme 1	Délinquants et handicapés sociaux	166,0	—	—	—
Totaux pour la Division organique 34 . . .		166,0	—	—	—
SECTEUR INFRASTRUCTURE					
DIVISION ORGANIQUE 38					
Infrastructure					
Programme 0	Subsistance	3,8	—	—	—
Programme 1	Charges d'emprunt, investissements et subventions pour investissements	57,0	78,6	8,0	—
Programme 2	Charges d'emprunt, investissements et subventions pour investissements de la Culture	30,0	280,5	373,2	—
Fonds des infrastructures culturelles (A)					
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1996	—	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	—	5,0
	— Disponible pour 1996	—	—	—	5,0
	— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	5,0
	— Solde au 31 décembre 1996	—	—	—	—
Programme 3	Charges d'emprunt, investissements et subventions pour investissements du Sport	—	200,0	203,0	—
Totaux pour la Division organique 38 . . .		90,8	559,1	656,2	5,0

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
SECTEUR CULTURE ET COMMUNICATION				
DIVISION ORGANIQUE 61				
Affaires générales				
Programme 0	Subsistance	127,1	—	—
	Fonds destiné à l'exécution de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand (secteur culture) (A)			
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1996	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	450,0
	— Disponible pour 1996	—	—	450,0
	— Dépenses de l'année en cours	—	—	450,0
	— Solde au 31 décembre 1996	—	—	—
	Fonds de remploi des indemnités pour dommages causés au matériel fourni en prêt et du produit des prêts payants (A)			
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1996	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	5,0
	— Disponible pour 1996	—	—	5,0
	— Dépenses de l'année en cours	—	—	5,0
	— Solde au 31 décembre 1996	—	—	—
Programme 1	Initiatives et interventions diverses	123,1	—	—
	Fonds des actions communes de l'Exécutif avec le soutien du F.I.P.I. (C)			
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1996	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	—
	— Disponible pour 1996	—	—	—
	— Dépenses de l'année en cours	—	—	—
	— Solde au 31 décembre 1996	—	—	—
	Fonds d'exploitation du centre culturel « Marcel Hicter » à la Marlagne (C)			
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1996	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	16,0
	— Disponible pour 1996	—	—	16,0
	— Dépenses de l'année en cours	—	—	16,0
	— Solde au 31 décembre 1996	—	—	—

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
Fonds du service d'intendance du centre de formation socio-culturelle de Rossignol (C)				
— Solde au 1 ^{er} janvier 1996	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours	—	—	—	3,0
— Disponible pour 1996	—	—	—	3,0
— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	3,0
— Solde au 31 décembre 1996	—	—	—	—
Fonds du service d'intendance du centre de formation socio-culturelle de Séroule (C)				
— Solde au 1 ^{er} janvier 1996	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours	—	—	—	2,0
— Disponible pour 1996	—	—	—	2,0
— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	2,0
— Solde au 31 décembre 1996	—	—	—	—
Fonds des actions culturelles (B)				
— Solde au 1 ^{er} janvier 1996	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours	—	—	—	—
— Disponible pour 1996	—	—	—	—
— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	—
— Solde au 31 décembre 1996	—	—	—	—
Fondations, donations, legs et prix (B)				
— Solde au 1 ^{er} janvier 1996	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours	—	—	—	—
— Disponible pour 1996	—	—	—	—
— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	—
— Solde au 31 décembre 1996	—	—	—	—
Programme 2 Centres culturels	407,1	—	—	—
Programme 3 Aide aux associations francophones des communes à statut linguistique spécial	10,5	—	—	—
Totaux pour la Division organique 61	667,8	—	—	476,0
DIVISION ORGANIQUE 62				
Promotion des Arts de la scène				
Programme 1 Initiatives et interventions diverses	76,2	—	—	—
Programme 2 Théâtre	908,2	—	—	—
Programme 3 Musique	744,4	—	—	—
Programme 4 Art de la danse	142,2	—	—	—
Totaux pour la Division organique 62	1 871,0	—	—	—

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
DIVISION ORGANIQUE 63				
Livre				
Programme 1	Lecture publique	362,3	—	—
	Fonds des centres de Lecture de la Communauté française, de la bibliothèque publique centrale de la Communauté française ainsi que du Centre de la Lecture publique de la Communauté française (C)			
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1996	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	2,2
	— Disponible pour 1996	—	—	2,2
	— Dépenses de l'année en cours	—	—	2,2
	— Solde au 31 décembre 1996	—	—	—
Programme 2	Lettres	98,3	—	—
Programme 3	Lettres endogènes	2,0	—	—
Programme 4	Langue française	8,8	—	—
Programme 5	Promotion du livre	14,5	—	—
	Fonds de l'édition du Livre (B)			
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1996	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	5,2
	— Disponible pour 1996	—	—	5,2
	— Dépenses de l'année en cours	—	—	5,2
	— Solde au 31 décembre 1996	—	—	—
	Fonds d'aide à la diffusion (B)			
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1996	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	0,2
	— Disponible pour 1996	—	—	0,2
	— Dépenses de l'année en cours	—	—	0,2
	— Solde au 31 décembre 1996	—	—	—
Totaux pour la Division organique 63		485,9	—	7,6

DIVISION ORGANIQUE 64**Jeunesse et Education permanente**

Programme 1	Initiatives et interventions diverses	0,5	—	—
Programme 2	Jeunesse	385,0	—	—
Programme 3	Education permanente	640,9	—	—

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
Programme 4 Activités socio-culturelles	48,3	—	—	—
Fonds pour la formation socio-culturelle (C)				
— Solde au 1 ^{er} janvier 1996	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours	—	—	—	0,3
— Disponible pour 1996	—	—	—	0,3
— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	0,3
— Solde au 31 décembre 1996	—	—	—	—
Totaux pour la Division organique 64	1 074,7	—	—	0,3

DIVISION ORGANIQUE 65

Audiovisuel

Programme 0 Subsistance	0,8	—	—	—
Programme 1 Initiatives et interventions diverses	8,3	—	—	—
Programme 2 Cinéma et vidéo	543,9	—	—	—
Programme 3 Radio et télévision	6 198,0	—	—	—
Fonds d'aide à la création radiophonique (B)				
— Solde au 1 ^{er} janvier 1996	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours	—	—	—	9,5
— Disponible pour 1996	—	—	—	9,5
— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	9,5
— Solde au 31 décembre 1996	—	—	—	—
Programme 4 Presse	40,9	—	—	—
Fonds de développement à la presse écrite (A)				
— Solde au 1 ^{er} janvier 1996	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours	—	—	—	170,0
— Disponible pour 1996	—	—	—	170,0
— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	170,0
— Solde au 31 décembre 1996	—	—	—	—
Totaux pour la Division organique 65	6 791,9	—	—	179,5

DIVISION ORGANIQUE 66

Patrimoine et Arts plastiques

Programme 0 Subsistance	21,9	—	—	—
Programme 1 Dépenses et subventions diverses	211,2	—	—	—
Totaux pour la Division organique 66	233,1	—	—	—

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'enga- gement	Crédits d'ordon- nancement	
SECTEUR SPORT				
DIVISION ORGANIQUE 71				
Affaires générales				
Programme 0	Subsistance	60,0	—	—
	Fonds destiné à l'exécution de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand (secteur sport) (A)			
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1996	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	1,3
	— Disponible pour 1996	—	—	1,3
	— Dépenses de l'année en cours	—	—	1,3
	— Solde au 31 décembre 1996	—	—	—
	Totaux pour la Division organique 71	60,0	—	1,3
DIVISION ORGANIQUE 73				
Education physique et Sports				
Programme 0	Subsistance	2,7	—	—
	Fonds des Sports — Rémunérations (A)			
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1996	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	170,0
	— Disponible pour 1996	—	—	170,0
	— Dépenses de l'année en cours	—	—	170,0
	— Solde au 31 décembre 1996	—	—	—
	Fonds des Sports — Activités (C)			
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1996	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	360,0
	— Disponible pour 1996	—	—	360,0
	— Dépenses de l'année en cours	—	—	360,0
	— Solde au 31 décembre 1996	—	—	—
Programme 1	Recherche et développement	21,5	—	—
Programme 2	Subventions diverses	354,3	—	—
	Totaux pour la Division organique 73	378,5	—	530,0

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
DIVISION ORGANIQUE 74				
Services sportifs extérieurs				
Programme 1 Initiatives diverses	39,2	—	—	—
Totaux pour la Division organique 74	39,2	—	—	—
Totaux pour le Ministère de la Culture et des Affaires sociales	27 759,6	559,1	656,2	1 440,6

SECTION PARTICULIERE

(En millions de francs)

Article	Mode de disposition	LIBELLES	Solde au 1 ^{er} janvier 1996	Recettes de l'année	Dépenses de l'année	Solde au 31 décembre 1996
---------	---------------------	----------	---------------------------------------	---------------------	---------------------	---------------------------

SECTEUR AFFAIRES SOCIALES**SECTION I****DEPENSES DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE
SUR RESSOURCES AFFECTEES**

66.07	A	Exécution de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand. — Aide aux familles. (Des avances de trésorerie peuvent être octroyées dans la limite du total des montants des conventions relatives au secteur et visées à l'article 9 de l'arrêté royal n° 25 précité)	—	—	—	—
Totaux pour la section I			—	—	—	—
TOTAUX POUR LE SECTEUR AFFAIRES SOCIALES			—	—	—	—

SERVICES A GESTION SEPARÉE

Art. 70.05.B — Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel

	En millions de francs
1. Solde au 1 ^{er} janvier	250,0
2. Recettes	
2.1. Dotation de la Communauté française (A.B. 41.03-D.O. 65)	367,4
2.2. Contribution à la création audiovisuelle des abonnés via certains distributeurs	44,5
2.3. Recettes diverses	6,0
	667,9

3. Dépenses

3.1. Exécution en 1996 d'obligations contractées au cours des années antérieures	300,5
3.2. Actions d'animation et de production dans le domaine de l'audiovisuel	9,6
3.3. Primes à l'industrie cinématographique	46,1
3.4. Ateliers d'accueil et ateliers de production	40,5
3.5. Subventions à la promotion et la diffusion cinématographique	12,1
3.6. Aide à la création (relance de la production indépendante avec la RTBF)	49,0
3.7. Subventions aux associations pour la promotion et la diffusion de l'audiovisuel	47,0
3.8. Aide à la production cinématographique	145,3
3.9. Dépenses de toute nature relatives à l'audiovisuel	4,5
3.10. Dépenses afférentes à des coproductions en vertu d'accords internationaux	16,0
	<u>670,6</u>

4. Solde au 31 décembre (1) + (2) - (3) —

TABLEAU III

MINISTERE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

(En millions de francs)

		Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
			Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
DIVISION ORGANIQUE 05					
Cabinet du Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique					
Programme 0	Fonctionnement du cabinet	127,5	—	—	—
Programme 1	Informatisation. — Frais de premier établissement	0,8	—	—	—
	Totaux pour la Division 05	128,3	—	—	—
DIVISION ORGANIQUE 40					
Secrétariat général et Services communs					
Programme 0	Subsistance administration	1 866,8	—	—	—
	Fonds organique: caisse de prêts aux agents (C)				
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1996	—	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	—	2,5
	— Disponible pour 1996	—	—	—	2,5
	— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	2,5
	— Solde au 31 décembre 1996	—	—	—	—
Programme 1	Provisions pour charges diverses	2 459,6	—	—	—
Programme 2	Formation et réinsertion professionnelle — Matières culturelles et C.O.C.O.F.	—	—	—	—
	Fonds pour la formation et la réinsertion professionnelles — Matières culturelles (C)				
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1996	—	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	—	600,0

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
— Disponible pour 1996	—	—	—	600,0
— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	600,0
— Solde au 31 décembre 1996	—	—	—	—
Fonds pour la formation et la réinsertion professionnelles — C.O.C.O.F. (C)				
— Solde au 1 ^{er} janvier 1996	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours	—	—	—	450,0
— Disponible pour 1996	—	—	—	450,0
— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	450,0
— Solde au 31 décembre 1996	—	—	—	—
Programme 3 Statistiques, centres de documentation, bibliothèque et cellule de modernisation et de formation	26,7	—	—	—
Programme 4 Secrétariat général, cellule interministérielle de la Trésorerie et du Budget	25,8	—	—	—
Programme 5 Cellule de pilotage — Activités interréseaux — Z.E.P. — F.I.P.I. — Fondations — Legs et prix — Divers	102,0	—	—	—
Fonds d'impulsion à la politique de l'immigration (A)				
— Solde au 1 ^{er} janvier 1996	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours	—	—	—	45,0
— Disponible pour 1996	—	—	—	45,0
— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	45,0
— Solde au 31 décembre 1996	—	—	—	—
Fonds pour la formation et la réinsertion professionnelles — Enseignement à horaire réduit (C)				
— Solde au 1 ^{er} janvier 1996	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours	—	—	—	100,0
— Disponible pour 1996	—	—	—	100,0
— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	100,0
— Solde au 31 décembre 1996	—	—	—	—
Fonds destiné au paiement des prix vers les écoles à gestion séparée et permettant la prise en charge des intérêts des produits financiers placés et des frais relatifs à la gestion desdits produits aux réinvestissements des placements venus à échéance (B)				
— Solde au 1 ^{er} janvier 1996	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours	—	—	—	1,0
— Disponible pour 1996	—	—	—	1,0
— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	1,0
— Solde au 31 décembre 1996	—	—	—	—
Programme 6 Service juridique et service de traduction	21,1	—	—	—
Programme 7 Collaboration aux institutions internationales — Divers	121,7	—	—	—
Programme 8 Centre de traitement de l'information et imprimerie	284,0	—	—	—
Programme 9 Formation et réinsertion professionnelles — Initiatives diverses				

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
Fonds destiné au paiement des rémunérations des agents contractuels subventionnés du Secrétariat général et des services communs (B)				
— Solde au 1 ^{er} janvier 1996	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours	—	—	—	32,3
— Disponible pour 1996	—	—	—	32,3
— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	32,3
— Solde au 31 décembre 1996	—	—	—	—
Fonds pour la formation et la réinsertion professionnelles — Région wallonne (C)				
— Solde au 1 ^{er} janvier 1996	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours	—	—	—	1 550,0
— Disponible pour 1996	—	—	—	1 550,0
— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	1 550,0
— Solde au 31 décembre 1996	—	—	—	—
Fonds pour la formation et la réinsertion professionnelles — Enseignement de promotion sociale (C)				
— Solde au 1 ^{er} janvier 1996	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours	—	—	—	286,6
— Disponible pour 1996	—	—	—	286,6
— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	286,6
— Solde au 31 décembre 1996	—	—	—	—
Totaux pour la Division 40	4 907,7	—	—	3 067,4

DIVISION ORGANIQUE 51

Enseignement préscolaire et enseignement primaire

Programme 0	Subsistance Administration	2,5	—	—	—
Programme 1	Subsistance Inspection	281,6	—	—	—
Programme 2	Fonctionnement des écoles maternelles de la Communauté	940,6	—	—	—
Programme 3	Fonctionnement des écoles maternelles officielles subventionnées	6 089,3	—	—	—
Programme 4	Fonctionnement des écoles maternelles libres subventionnées	4 597,8	—	—	—
Programme 5	Fonctionnement des écoles primaires de la Communauté	3 424,5	—	—	—
Programme 6	Fonctionnement des écoles primaires officielles subventionnées	13 583,4	—	—	—
Programme 7	Fonctionnement des écoles primaires libres subventionnées	11 791,2	—	—	—
Programme 8	Lutte contre l'échec scolaire — Subventions diverses	391,6	—	—	—
Programme 9	Initiatives diverses de la Région wallonne et de la Région de Bruxelles-Capitale en matière d'emploi				
Fonds destiné au paiement des rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement fondamental (B)					
— Solde au 1 ^{er} janvier 1996		—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours		—	—	—	718,9

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'enga- gement	Crédits d'ordon- nement	
— Disponible pour 1996	—	—	—	718,9
— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	718,9
— Solde au 31 décembre 1996	—	—	—	—
Totaux pour la Division 51	41 102,3	—	—	718,9

DIVISION ORGANIQUE 52

Enseignement secondaire

Programme 0	Subsistance Administration	21,5	—	—	—
Programme 1	Subsistance Inspection	187,0	—	—	—
Programme 2	Fonctionnement des écoles de la Communauté — Enseignement de plein exercice	21 275,9	—	—	—
Programme 3	Fonctionnement des écoles officielles subventionnées de plein exercice	12 938,1	—	—	—
Programme 4	Fonctionnement des écoles libres subventionnées de plein exercice	34 957,2	—	—	—
Programme 5	Fonctionnement des écoles à horaire réduit de la Communauté	137,5	—	—	—
Programme 6	Fonctionnement des écoles officielles subventionnées à horaire réduit	61,5	—	—	—
Programme 7	Fonctionnement des écoles libres subventionnées à horaire réduit	257,6	—	—	—
Programme 8	Lutte contre l'échec scolaire — Divers	373,9	—	—	—
Programme 9	Actions Fonds social européen — Initiatives diverses de la Région wallonne et de la Région de Bruxelles-Capitale en matière d'emploi				
	Fonds d'intervention du Fonds social européen (B)				
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1996	—	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	—	135,3
	— Disponible pour 1996	—	—	—	135,3
	— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	135,3
	— Solde au 31 décembre 1996	—	—	—	—
	Fonds destiné au paiement des rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement secondaire (B)				
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1996	—	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	—	280,9
	— Disponible pour 1996	—	—	—	280,9
	— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	280,9
	— Solde au 31 décembre 1996	—	—	—	—
	Totaux pour la Division 52	70 210,2	—	—	416,2

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
DIVISION ORGANIQUE 53				
Enseignement spécial				
Programme 0	Subsistance Administration	7,5	—	—
Programme 1	Subsistance Inspection	29,6	—	—
Programme 2	Fonctionnement des écoles de la Communauté	3 178,3	—	—
Programme 3	Fonctionnement des écoles officielles subventionnées	2 251,1	—	—
Programme 4	Fonctionnement des écoles libres subventionnées	4 400,1	—	—
Programme 5	Initiatives diverses de la Région wallonne et de la Région de Bruxelles-Capitale en matière d'emploi	—	—	—
	Fonds destiné au paiement des rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement spécial (B)			
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1996	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	86,8
	— Disponible pour 1996	—	—	86,8
	— Dépenses de l'année en cours	—	—	86,8
	— Solde au 31 décembre 1996	—	—	—
	Totaux pour la Division 53	9 866,6	—	86,8

DIVISION ORGANIQUE 54**Enseignement universitaire**

Programme 0	Subsistance Administration	—	—	—
Programme 1	Universités de la Communauté	5 525,1	—	—
Programme 2	Universités libres	11 427,7	—	—
Programme 3	Contrôle des universités	21,9	—	—
Programme 4	Subventions diverses	8,7	—	—
Programme 5	Enseignement universitaire	76,5	—	—
	Totaux pour la Division 54	17 059,9	—	—

DIVISION ORGANIQUE 55**Enseignement supérieur non universitaire**

Programme 0	Subsistance Administration	6,4	—	—
Programme 1	Subsistance Inspection	4,6	—	—
Programme 2	Fonctionnement des écoles de la Communauté de type long	804,3	—	—
Programme 3	Fonctionnement des écoles officielles subventionnées de type long	568,4	—	—
Programme 4	Fonctionnement des écoles libres subventionnées de type long	1 191,3	—	—
Programme 5	Fonctionnement des écoles de la Communauté de type court	1 904,8	—	—

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
Programme 6 Fonctionnement des écoles officielles subventionnées de type court	2 370,0	—	—	—
Programme 7 Fonctionnement des écoles libres subventionnées de type court	3 334,4	—	—	—
Programme 8 Enseignement supérieur non universitaire	48,4	—	—	—
Programme 9 Initiatives diverses de la Région wallonne et de la Région de Bruxelles-Capitale en matière d'emploi	—	—	—	—
Fonds destiné au paiement des rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement supérieur non universitaire (B)				
— Solde au 1 ^{er} janvier 1996	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours	—	—	—	69,4
— Disponible pour 1996	—	—	—	69,4
— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	69,4
— Solde au 31 décembre 1996	—	—	—	—
Totaux pour la Division 55	10 232,6	—	—	69,4

DIVISION ORGANIQUE 56

Enseignement de promotion sociale

Programme 0 Subsistance Administration	9,7	—	—	—
Programme 1 Subsistance Inspection	23,2	—	—	—
Programme 2 Fonctionnement des écoles de la Communauté	1 088,9	—	—	—
Fonds pour l'affectation des recettes résultant de l'application des articles 114 et 115 du décret du 16 avril 1991 (B)				
— Solde au 1 ^{er} janvier 1996	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours	—	—	—	12,9
— Disponible pour 1996	—	—	—	12,9
— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	12,9
— Solde au 31 décembre 1996	—	—	—	—
Programme 3 Fonctionnement des écoles officielles subventionnées	1 692,8	—	—	—
Fonds pour l'affectation des recettes résultant de l'application des articles 114 et 115 du décret du 16 avril 1991 (B)				
— Solde au 1 ^{er} janvier 1996	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours	—	—	—	10,0
— Disponible pour 1996	—	—	—	10,0
— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	10,0
— Solde au 31 décembre 1996	—	—	—	—

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
Programme 4				
Fonctionnement des écoles libres subventionnées	1 031,2	—	—	—
Fonds pour l'affectation des recettes résultant de l'application des articles 114 et 115 du décret du 16 avril 1991 (B)				
— Solde au 1 ^{er} janvier 1996	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours	—	—	—	16,7
— Disponible pour 1996	—	—	—	16,7
— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	16,7
— Solde au 31 décembre 1996	—	—	—	—
Programme 5				
Actions Fonds social européen	—	—	—	—
Fonds d'intervention du Fonds social européen (B)				
— Solde au 1 ^{er} janvier 1996	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours	—	—	—	377,4
— Disponible pour 1996	—	—	—	377,4
— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	377,4
— Solde au 31 décembre 1996	—	—	—	—
Programme 6				
Initiatives diverses de la Région wallonne et de la Région de Bruxelles-Capitale en matière d'emploi	—	—	—	—
Fonds destiné au paiement des rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement de promotion sociale (B)				
— Solde au 1 ^{er} janvier 1996	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours	—	—	—	40,9
— Disponible pour 1996	—	—	—	40,9
— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	40,9
— Solde au 31 décembre 1996	—	—	—	—
Totaux pour la Division 56	3 845,8	—	—	457,9

DIVISION ORGANIQUE 82

Formation

Programme 0	Substance Administration	100,1	—	—	—
Programme 1	Initiatives diverses — Formation des salariés et des appointés	—	—	—	—
Programme 2	Subventions diverses — Formation des salariés et des appointés	—	—	—	—
Programme 3	Initiatives diverses — Formation des indépendants	—	—	—	—
Programme 4	Subventions diverses — Formation des indépendants	—	—	—	—
Totaux pour la Division 82		100,1	—	—	—

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
DIVISION ORGANIQUE 83				
Enseignement artistique				
Programme 0	Subsistance Administration	4,0	—	—
Programme 1	Initiatives et subventions diverses	19,4	—	—
Programme 2	Fonctionnement des établissements d'enseignement supérieur de la Communauté	797,0	—	—
Programme 3	Fonctionnement des établissements d'enseignement supérieur officiels subventionnés	245,1	—	—
Programme 4	Fonctionnement des établissements d'enseignement supérieur libres subventionnés	513,7	—	—
Programme 5	Fonctionnement des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice officiels subventionnés	206,3	—	—
Programme 6	Fonctionnement des établissements d'enseignement à horaire réduit officiels subventionnés	1 986,4	—	—
Programme 7	Fonctionnement des établissements d'enseignement à horaire réduit libres subventionnés	255,0	—	—
Totaux pour la Division 83		4 026,9	—	—

DIVISION ORGANIQUE 89**Bâtiments scolaires**

Programme 0	Fonctionnement du Fonds des bâtiments scolaires et des Institutions succédant au Fonds national de garantie	2 580,0	400,0	300,0	—
	Fonds destiné à la prise en charge des rémunérations des agents du Fonds de garantie des Bâtiments scolaires (B)				
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1996	—	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	—	38,0
	— Disponible pour 1996	—	—	—	38,0
	— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	38,0
	— Solde au 31 décembre 1996	—	—	—	—
Totaux pour la Division 89		2 580,0	400,0	300,0	38,0

DIVISION ORGANIQUE 91**Service des transports scolaires**

Programme 0	Subsistance Administration	—	—	—
Programme 1	Transport dans l'enseignement de la Communauté	10,5	—	—
Totaux pour la Division 91		10,5	—	—

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
DIVISION ORGANIQUE 92				
Organisation des études				
Programme 0	Subsistance Administration	21,6	—	—
Programme 1	Subsistance Inspection	6,5	—	—
Programme 2	Organisation des études — Structures — Programmes — Activités de formation, recherches et information — Etablissements de la Communauté française . .	116,7	—	—
Programme 3	Activités générales — Recherches et enquêtes	71,8	—	—
Programme 4	Organisation des études — Centre technique et de formation des personnels de la Communauté française — Auxiliaires de l'enseignement et activités parascolaires — Etablissements de la Communauté française	109,9	—	—
Programme 5	Centres de dépaysement et de plein air de la Communauté française	—	—	—
Programme 6	Organisation des études — Activités de formation dans l'Enseignement supérieur — Recherches et enquêtes . .	—	—	—
Totaux pour la Division 92 . . .		326,5	—	—

DIVISION ORGANIQUE 93**Centres PMS**

Programme 0	Subsistance Administration	1,9	—	—
Programme 1	Subsistance Inspection	12,4	—	—
Programme 2	Fonctionnement des Centres P.M.S. de la Communauté . .	762,6	—	—
Programme 3	Fonctionnement des Centres P.M.S. officiels subventionnés	603,5	—	—
Programme 4	Fonctionnement des Centres P.M.S. libres subventionnés	871,8	—	—
Totaux pour la Division 93 . . .		2 252,2	—	—

DIVISION ORGANIQUE 94**Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique**

Programme 0	Subsistance Administration	26,1	—	—
Programme 1	Subventions diverses	12,2	—	—
Totaux pour la Division 94 . . .		38,3	—	—

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
DIVISION ORGANIQUE 95				
Recherche scientifique				
Programme 0	Subsistance	5,0	—	—
Programme 1	Subventions A.S.B.L. ou assimilés	18,9	—	—
Programme 2	Subventions diverses	460,0	—	—
Programme 3	Recherche scientifique	2 480,4	—	—
Fonds de la Recherche scientifique (B)				
—	Solde au 1 ^{er} janvier 1996	—	—	—
—	Recettes de l'année en cours	—	—	—
—	Disponible pour 1996	—	—	—
—	Dépenses de l'année en cours	—	—	—
—	Solde au 31 décembre 1996	—	—	—
Totaux pour la Division 95		2 964,3	—	—

DIVISION ORGANIQUE 96**Enseignement à distance**

Programme 0	Subsistance	113,2	—	—
Totaux pour la Division 96		113,2	—	—

DIVISION ORGANIQUE 97**Allocations et prêts d'études**

Programme 0	Subsistance	15,0	—	—
Programme 1	Allocations et prêts	1 344,7	—	—
Fonds destiné au paiement des allocations d'études (B)				
—	Solde au 1 ^{er} janvier 1996	—	—	—
—	Recettes de l'année en cours	—	—	35,0
—	Disponible pour 1996	—	—	35,0
—	Dépenses de l'année en cours	—	—	35,0
—	Solde au 31 décembre 1996	—	—	—

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
Fonds destiné au paiement des prêts d'études (C)				
— Solde au 1 ^{er} janvier 1996	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours	—	—	—	22,0
— Disponible pour 1996	—	—	—	22,0
— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	22,0
— Solde au 31 décembre 1996	—	—	—	—
Totaux pour la Division 97	1 359,7	—	—	57,0
Totaux généraux du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation	171 125,1	400,0	300,0	4 911,6

SECTION PARTICULIERE

(En millions de francs)

Article	Mode de disposition	LIBELLES	Solde au 1 ^{er} janvier 1996	Recettes de l'année	Dépenses de l'année	Solde au 31 décembre 1996
---------	---------------------	----------	---------------------------------------	---------------------	---------------------	---------------------------

DEPENSES DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE
SUR RESSOURCES AFFECTEES

CHAPITRE I

FONDS ALIMENTES PRINCIPALEMENT
PAR DES CREDITS BUDGETAIRES

60.53	A	Opérations du Fonds budgétaire des Bâtiments scolaires de la Communauté moyennant alimentation par le compte ouvert au Crédit communal de Belgique en application de l'article 5, § 3, du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires (<i>gestion séparée</i>).	598,4	1 675,0	1 675,0	598,4
60.54	A	Opérations du Fonds des Bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné moyennant alimentation par le compte ouvert au Crédit communal de Belgique en application de l'article 8, § 4, du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires (<i>gestion séparée</i>).	1 484,6	600,0	600,0	1 484,6

CHAPITRE II

FONDS ALIMENTES PAR DES RESSOURCES
PARTICULIERES

66.48	B	Fonds pour la qualification agricole et l'éducation sociale et économique (arrêté royal du 23 août 1974)	- 73,5	3,0	—	- 70,5
66.49	A	Exécution de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand. (Des avances de trésorerie peuvent être octroyées dans la limite du total des montants des conventions relatives au secteur et visées à l'article 9 de l'arrêté royal n° 25 précité).	- 82,9	25,0	—	- 57,9

TOTAUX POUR LA SECTION PARTICULIERE 1 926,6 2 303,0 2 275,0 1 954,6

SERVICES A GESTION SEPARÉE

Art. 70.02.C. — Budgets agrégés des services de la Communauté à gestion séparée de l'Enseignement de la Communauté

	(Sur base de l'exercice 1992) (En millions de francs)
1. Solde au 1 ^{er} janvier	2 114,9
2. Recettes	
2.1. Recettes en opérations courantes	4 704,2
2.2. Recettes en opérations de capital	65,4
2.3. Recettes en opérations pour ordre	191,6
3. Dépenses	
3.1. Dépenses en opérations courantes	4 707,4
3.2. Dépenses en opérations de capital	116,3
3.3. Dépenses en opérations pour ordre	147,9
4. Solde au 31 décembre (1) + (2) - (3)	2 104,5

Art. 70.04.C. — Budgets agrégés des services de la Communauté à gestion séparée pour les centres P.M.S. de l'Enseignement de la Communauté

	(Sur base de l'exercice 1993) (En millions de francs)
1. Solde au 1 ^{er} janvier	109,9
2. Recettes	
2.1. Recettes en opérations courantes	66,5
2.2. Recettes en opérations de capital	0,2
2.3. Recettes en opérations pour ordre	—
3. Dépenses	
3.1. Dépenses en opérations courantes	107,4
3.2. Dépenses en opérations de capital	7,1
3.3. Dépenses en opérations pour ordre	—
4. Solde au 31 décembre (1) + (2) - (3)	62,1

Art. 70.20.C. — Etablissements d'instruction ressortissant au Ministère de l'Education — Fonds d'exploitation (Ferme de la Faculté des Sciences agronomiques de Gembloux)

	(En millions de francs)
1. Solde au 1 ^{er} janvier	12,8
2. Recettes propres de l'année	8,2
3. Dépenses	6,4
4. Solde au 31 décembre (1) + (2) - (3)	14,6

Art. 70.21.C. — Centre technique de l'enseignement de la Communauté française — Frameries

	(En millions de francs)
1. Solde au 1 ^{er} janvier	—
2. Recettes	
2.1. Recettes en opérations courantes	69,7
2.2. Recettes en opérations de capital	4,6
2.3. Recettes en opérations pour ordre	—
3. Dépenses	
3.1. Dépenses en opérations courantes	62,8
3.2. Dépenses en opérations de capital	4,6
3.3. Dépenses en opérations pour ordre	—
4. Solde au 31 décembre (1) + (2) - (3)	6,9

Art. 70.22.C. — Centre d'auto-formation et de formation continue — Tihange

	(En millions de francs)
1. Solde au 1 ^{er} janvier	4,0
2. Recettes	
2.1. Recettes en opérations courantes	14,1
2.2. Recettes en opérations de capital	0,9
2.3. Recettes en opérations pour ordre	—
3. Dépenses	
3.1. Dépenses en opérations courantes	18,1
3.2. Dépenses en opérations de capital	0,9
3.3. Dépenses en opérations pour ordre	—
4. Solde au 31 décembre (1) + (2) - (3)	—

TABLEAU IV
DETTE PUBLIQUE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

(En millions de francs)

		Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
			Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
DIVISION ORGANIQUE 30					
Dette directe					
Programme 0	Subsistance administrative	13,0	—	—	—
Programme 1	Service de la dette directe	7 927,5	—	—	—
Totaux pour la Division organique 30 . . .		7 940,5	—	—	—
DIVISION ORGANIQUE 35					
Dette liée aux investissements immobiliers des institutions universitaires					
Programme 1	Service de la dette indirecte	1 838,4	—	—	—
Totaux pour la Division organique 35 . . .		1 838,4	—	—	—
DIVISION ORGANIQUE 36					
Dette liée aux emprunts des organismes d'intérêt public pris en charge par la Communauté française					
Programme 1	Service de la dette indirecte	273,5	—	—	—
Totaux pour la Division organique 36 . . .		273,5	—	—	—
TOTAL TABLEAU IV . . .		10 052,4	—	—	—

TABLEAU V

DOTATIONS
A LA REGION WALLONNE ET LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE

(En millions de francs)

		Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
			Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
DIVISION ORGANIQUE 11					
Dotations à la Région wallonne et à la Commission communautaire française .					
Programme 1	Dotations à la Région wallonne et à la Commission communautaire française	17 620,2	—	—	—
Totaux pour la Division organique 11 . . .		17 620,2	—	—	—
TOTAL TABLEAU V . . .		17 620,2	—	—	—

BUDGET 1996

TITRE VII

ORGANISMES D'INTERET PUBLIC

COMMISSARIAT GENERAL AUX RELATIONS INTERNATIONALES

(En milliers
de francs)

RECETTES

CHAPITRE 41

PRODUITS RESULTANT DE L'EXERCICE DE LA MISSION STATUTAIRE
DU COMMISSARIAT GENERAL

411.02	Recettes fonctionnelles	17 941
411.09	Récupérations	75 192
413.01	Intérêts sur placements	18 000
414.01	Recettes exceptionnelles	7 000

CHAPITRE 43

PRODUITS DE LA VENTE D'OBJETS PATRIMONIAUX

432.01	Produits de la vente de biens mobiliers	p.m.
--------	---	------

CHAPITRE 45

INTERVENTION DU SECTEUR PUBLIC

452.01	Contribution de la Communauté française	926 300
--------	---	---------

CHAPITRE 49

RECETTES POUR ORDRE

491.01	Divers	10 000
	Total des recettes	1 054 433
	Majorées des crédits disponibles au 31 décembre 1995	71 437
		1 125 870

DEPENSES

(En milliers
de francs)

CHAPITRE 51

MONTANTS A PAYER AUX PERSONNES ATTACHEES A L'ORGANISME

511.01	Rémunération du personnel, y compris les charges sociales		243 250
	— Personnel siège en fonction	138 855	
	— Personnel siège détaché.	22 899	
	— Personnel délégations à l'étranger	50 691	
	— Personnel APEFE.	18 549	
	— Personnel AQWBJ-APAIJ.	9 116	
	— Personnel WBI-WBM	3 140	
	(en ce compris le personnel destiné à travailler pour compte de la Région wallonne: 18 750)		
511.05	Service social		754
511.06	Assurance complémentaire. — Intervention patronale		1 400
511.07	Formation professionnelle		85
511.08	Indemnités couvrant des charges réelles.		5 150
511.09	Indemnités ne couvrant pas de charges réelles. — Heures supplémentaires, y compris le précompte professionnel		1 600
511.10	Provision pension (part patronale)		15 000
	Total chapitre 51		267 239

CHAPITRE 52

MONTANTS A PAYER A DES TIERS POUR PRESTATIONS, FOURNITURES
ET TRAVAUX QUI ONT POUR OBJET DES SERVICES OU DES BIENS
NON SUSCEPTIBLES D'ETRE INVENTORIES

521.01	Loyer des locaux et charges (dépenses énergétiques comprises)		51 500
521.02	a) Location de matériel et mobilier		2 700
	b) Location et leasing de véhicules		1 700
521.03	Aménagement, entretien et réparation des locaux. — Entretien et remise en état des locaux		4 000
521.04	a) Entretien et réparation du matériel et mobilier		5 400
	b) Entretien et réparation des véhicules		850
521.05	Assurances		3 300
521.07	Produits de consommation (carburant)		700
521.09	Divers. — Frais divers (locaux, matériel, véhicules)		125
522.01	Frais de bureau. — Frais de bureau, économat, téléphone et télex, affranchissement, documentation, frais de banque, timbres fiscaux		16 070
524.01	Honoraires avocats, experts		1 900
525.01	Remboursement d'emprunts		—
	Total chapitre 52		88 245

(En milliers
de francs)

CHAPITRE 53

EXERCICE PAR L'ORGANISME DE SA MISSION STATUTAIRE

532	Dépenses de toute nature relatives à la promotion des actions extérieures de la Communauté française:	
532.01	Mensuel «Présences». — Revue «Wallonie-Bruxelles»	10 930
532.02	Achat, location de stands, location d'espaces dans les journaux, etc.	4 600
532.04	Réalisation de vidéogrammes, impression de brochures et de dépliants	4 300
532.05	Achats d'insignes, drapeaux et cadeaux.	400
	Total article 532.	20 230
533	Représentation de la Communauté française à l'étranger:	
533.01	Dépenses de toute nature concernant le Centre Wallonie-Bruxelles à Paris	23 217
533.02	Dépenses de toute nature concernant la Délégation Wallonie-Bruxelles au Québec	7 014
533.03	Dépenses de toute nature concernant la Délégation générale Wallonie-Bruxelles chargée des affaires multilatérales et francophones	9 782
533.04	Dépenses de toute nature concernant la Délégation Wallonie-Bruxelles à Kinshasa	8 983
533.05	Dépenses de toute nature concernant la Délégation Wallonie-Bruxelles à Genève	5 857
533.07	Dépenses de toute nature concernant la Délégation Wallonie-Bruxelles à Tunis	3 405
533.08	Dépenses de toute nature concernant la Délégation Wallonie-Bruxelles à Dakar	4 478
533.11	Dépenses de toute nature concernant la Délégation Wallonie-Bruxelles auprès de l'Union européenne	1 236
533.14	Dépenses de toute nature concernant la Délégation Wallonie-Bruxelles à Prague	5 189
533.99	Autres dépenses concernant les délégations Wallonie-Bruxelles à l'étranger.	8 710
	Total article 533.	77 871
534	Secteur multilatéral:	
534.01	COTISATIONS	
534.01.01	a) AUPELF. — Subvention à l'Association des Universités partiellement ou entièrement de langue française (siège à Montréal)	3 500
	b) AUPELF. — Fonds international de coopération universitaire	1 000
534.01.02	CILF. — Subvention au Conseil international de la langue française (siège à Paris)	1 200
534.01.03	Union des éditeurs. — Subvention à l'Union des Editeurs de langue française (siège à Bruxelles)	200
534.01.04	Fédération des professeurs de français. — Subvention à la Fédération internationale des professeurs de français (siège à Paris)	100
534.01.05	CONFESJES. — Subvention à la Conférence des Ministres de l'Education, de la Jeunesse et des Sports des pays d'expression française (siège à Dakar)	750

		(En milliers de francs)
534.01.06	ACCT. — Subvention à l'Agence de Coopération culturelle et technique (siège à Paris) . . .	95 000
534.01.07	CAMES. — Subvention au Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (siège à Ouagadougou)	850
534.01.08	FEJ. — Subvention au Fonds européen de la jeunesse (siège à Strasbourg)	1 335
	Total cotisations.	103 935
534.02	ACTIONS	
534.02.01	Colloques, rencontres, etc. internationaux:	
	a) en Communauté française	2 015
	b) à l'étranger	2 520
534.02.02	Activités diverses dans le cadre multilatéral:	
	a) Union européenne	17 115
	b) Conseil de l'Europe	2 980
	c) UNESCO	1 690
	d) OCDE	1 090
	e) Francophonie	2 910
	f) Autres organisations internationales.	1 190
534.02.04	Dépenses de toute nature relatives aux actions menées dans le cadre du suivi des Sommets des Chefs d'Etat et de Gouvernement ayant en commun l'usage de la langue française	37 740
534.02.05	Organisation de la Biennale de la poésie	2 000
	Total actions.	71 250
	Total article 534.	175 185
535	Relations internationales bilatérales de la Communauté française de Belgique:	
535.01	Frais de missions et d'accueils d'experts et de groupes. — Bourses	326 000
	— CGRI. — AWEX	150 000 000
	— Communauté française de Belgique	176 000 000
535.02	Dépenses de toute nature et transferts relatifs à la promotion des échanges de jeunes . . .	15 735
535.03	Actions de promotion de l'éducation et de la formation à l'étranger	66 300
	Total article 535.	408 035
536	Dépenses courantes pour l'enseignement et la recherche, la diffusion artistique et littéraire, les échanges culturels et socio-culturels et la coopération en matières sociales et de santé:	
536.01	Secteur culturel	31 680
536.02	Secteur enseignement et formation	600

		(En milliers de francs)
536.03	Secteur personnalisable	33 250
	— Activités Communauté française	2 000 000
	— Activités Région wallonne.	18 750 000
	— Activités C.O.C.O.F.	12 500 000
	Total article 536.	65 530
537	Dépenses particulières:	
537.01	Ristournes et non-valeurs	p.m.
	Total article 537.	—
	Total chapitre 53	746 851

CHAPITRE 55

ACHATS DE BIENS PATRIMONIAUX

550.01	Immeubles	3 000
550.02	Acquisitions nouvelles (matériel, mobilier, véhicules automobiles).	1 000
550.03	Achats et locations concernant l'informatique	5 535
550.04	Achats d'équipements destinés à l'étranger	4 000
	Total chapitre 55	13 535

CHAPITRE 56

SOMMES A PAYER A DES TIERS PAR SUITE D'OPERATIONS
FINANCIERES EN PRINCIPAL

560.01	Amortissement d'emprunts	—
	Total chapitre 56	—

CHAPITRE 59

DEPENSES POUR ORDRE

591 01	Divers.	10 000
	Total chapitre 59	10 000
	Total des dépenses	1 125 870

AGENCE DE PREVENTION DU SIDA

(En milliers
de francs)

RECETTES

CHAPITRE 41

PRODUITS RESULTANT DE L'EXERCICE DE LA MISSION STATUTAIRE

411.01	Vente de documents et abonnements	700
411.02	Divers	2 100
411.03	Remboursement-traitements agents détachés	1 620
411.04	Recettes exceptionnelles	2 000
414.01	Donations et legs	100
	Total chapitre 41	6 520

CHAPITRE 45

INTERVENTION DU SECTEUR PUBLIC

450.01	Contribution de la Communauté française	131 500
	Total chapitre 45	131 500
	Total des recettes	138 020

DEPENSES

CHAPITRE 51

PAIEMENT AUX PERSONNES ATTACHEES A L'ORGANISME

511.01	Rémunérations brutes, pécules de vacances et de fin d'année, abonnements train	16 600
511.04	Charges sociales, Ciger, Formation, SMIB, service santé administratif, pensions	5 100
	Total chapitre 51	21 700

(En milliers
de francs)

CHAPITRE 52

DEPENSES A PAYER A DES TIERS POUR PRESTATIONS,
FOURNITURES, TRAVAUX, ETC. AYANT POUR OBJET DES SERVICES
OU DES BIENS NON SUSCEPTIBLES D'ETRE INVENTORIES

521.01	Loyers, déménagement, aménagement	3 550
521.02	Nettoyage, entretien et chauffage.	1 000
521.03	Frais de mission	400
521.04	Assurances	400
522.01	Bureau (économat, téléphone, poste,...).	1 950
526.01	Autres prestations et travaux par des tiers	500
	Total chapitre 52	7 800

CHAPITRE 53

DEPENSES A PAYER A DES TIERS PAR SUITE DE L'EXERCICE
PAR L'ORGANISME DE SA MISSION STATUTAIRE

532	Dépenses particulières	
532.01	Contrats programmes	71 000
532.02	Campagnes mass media et dépenses diverses en relation avec les missions de l'organisme	14 600
532.03	Opérations spéciales, animations décentralisées	2 000
532.04	Réalisation, impression et diffusion d'outils pédagogiques (BD, dossiers, dépliants, ...)	5 300
532.05	Centre de documentation	270
532.06	Recherches scientifiques et évaluations	1 600
532.07	Autres prestations et travaux par des tiers	850
534.01	Ristournes et non valeurs	100
	Total chapitre 53	95 720

CHAPITRE 54

DEPENSES SUR RESSOURCES AVEC AFFECTATIONS SPECIALES

540.01	Projets à définir pour 1995	100
	Total chapitre 54	100

CHAPITRE 55

(En milliers
de francs)SOMMES A PAYER A DES TIERS POUR L'ACQUISITION
DE BIENS PATRIMONIAUX

550.02	Mobilier	200 000
550.04	Matériel	500 000
	Total chapitre 55	700 000

CHAPITRE 57

AFFECTATION DU BONI

570.01	Remboursement à la Communauté française	12 000
	Total chapitre 57	12 000
	Total des dépenses	138 020

VERTALING

N. 96 - 766

[29089]

20 DECEMBER 1995. — Decreet houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1996 (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Er worden niet-gesplitste kredieten en gesplitste kredieten, bestemd voor het dekken van de uitgaven van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1996, geopend overeenkomstig de

programma's die opgesomd zijn in de bij dit decreet gevoegde tabel en waarvan de synthese hierna vermeld is. Dezelfde tabel geeft de raming op van de uitgaven die in 1996 aan te rekenen zijn ten laste van de veranderlijke kredieten.

SAMENVATTENDE TABEL

(in miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
		Vastleggingskredieten	Ordonnancingskredieten	
Begroting van de Dotatie aan de Raad van de Franse Gemeenschap (tabel I).....	462,7	--	--	--
Begroting van het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken (tabel II).....	27 759,6	559,1	656,2	1.440,6
Begroting van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming (tabel III).....	171 125,1	400,0	800,0	4 911,6
Begroting van de Schuld (tabel IV).....	10 052,4	--	--	--
Begroting van de Dotaties aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie (tabel V).....	17 620,2	--	--	--
Algemeen totaal.....	227 020,0	959,1	956,2	6 352,2

(1) Zitting 1995-1996.

Stukken van de Raad. — Nrs. 4-II, nr. 1. Ontwerp van decreet; nr. 1, bijlage 1. Algemene toelichting; nrs. 2 tot 4. Adviezen van de Commissies nr. 5. Verslag; nrs. 6 en 7. Amendementen.

Integrale verslagen. — Bespreking. Vergaderingen van 18 en 19 december 1995. — Aanneming. Vergadering van 19 december 1995

Die kredieten worden opgesomd in de bij dit decreet gevoegde tabellen.

In de artikelen van dit decreet worden de volgende afkortingen gebruikt :

- « O.A. » voor « organisatie-afdeling »;
- « B.A. » voor « basisallocatie ».

Art. 2. Lid 3 van artikel 12 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 17 juli 1991, is niet van toepassing voor het begrotingsjaar 1996. Er kunnen subsidies van facultatieve aard worden toegekend binnen de perken van het voorwerp van de basisallocaties die daartoe op de administratieve begroting uitgetrokken zijn.

Art. 3. De vergoedingen wegens begrafenis-kosten alsook de behoortetoelagen kunnen op dezelfde wijze worden uitbetaald als de bezoldigingen van de begunstigen.

Art. 4. In de loop van het begrotingsjaar 1996 worden de verrichtingen van de diensten met afzonderlijk beheer geraamd op de bedragen vermeld in hun respectievelijke begrotingen gevoegd bij dit decreet.

Art. 5. Artikel 45 van de op 17 juli 1991 gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit is niet van toepassing voor het begrotingsjaar 1996 wat de begrotingsfondsen betreft die vermeld zijn in de afzonderlijke secties opgenomen in de hierna vermelde tabellen.

De wijze van beschikking over het tegoed dat vermeld wordt voor die fondsen en de wijze van betaling van de uitgaven van de diensten met afzonderlijk beheer worden naast het nummer van het artikel of van de littera die betrekking hebben op elk ervan aangeduid.

De fondsen waarvan de uitgaven voor voorafgaand visum aan het Rekenhof worden voorgelegd, worden door het teken A aangegeven.

De fondsen en rekeningen waarover door toedoen van de Regering wordt beschikt, worden door het teken B aangegeven.

De fondsen en rekeningen waarover rechtstreeks wordt beschikt door de rekenplichtigen die de ontvangsten geboekt hebben, worden door het teken C aangegeven.

Art. 6. De gesubsidieerde contractuelen en het personeel dat ressorteert onder het Interdepartementaal Begrotingsfonds worden betaald op de veranderlijke kredieten van de bijgevoegde tabellen, gestijfd door de bijdrage van het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest :

— wat het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken (tabel II) betreft : O.A. 31, basisallocatie 11.06.01, O.A. 61, artikel 11.05.01 en O.A. 71, basisallocatie 11.08.01;

— wat het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming (tabel III) betreft : O.A. 40, artikel 11.09.90, O.A. 51, artikel 11.04.90, O.A. 52, artikel 11.04.91, O.A. 53, artikel 11.04.50, O.A. 55, artikel 11.04.90 en O.A. 56, artikel 11.04.60.

Ingeval de rekening van deze artikelen debet staat, kunnen thesaurievoorschotten toegekend worden binnen de perken van de door de betrokken gewesten toegekende bedragen.

Art. 7. De debetrente die voortvloeit uit het beheer van de thesaurie op korte termijn, de op termijn te betalen bedragen in het kader van de uitgifte van thesauriebewijzen alsook de op termijn te betalen bedragen in het kader van het gebruik van afgeleide produkten met de kassier, kan door de kassier van ambtswege op de *ad hoc* rekeningen worden ontvangen en wordt geregulariseerd ten laste van de algemene uitgavenbegroting.

Art. 8. In afwijking van artikel 14, eerste lid, van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof, mogen de in de artikelen 14 en 26 bedoelde geldvoorschotten aangewend worden voor het uitkeren van de bezoldigingen, de toelagen en vergoedingen van alle aard ten gunste van het personeel dat door de Gemeenschap wordt bezoldigd, alsook voor het betalen van schuldvorderingen die voortvloeien uit overeenkomsten die 200 000 frank niet overschrijden, met inbegrip van de aankopen van kunstwerken, alsook de hulp-gelden en de toelagen van sociale aard en de subsidies die lager zijn dan 50 000 frank.

Die bedragen kunnen voor sommige rekenplichtigen worden aangepast bij beslissing van de Regering en volgens door haar nader te bepalen regels.

Art. 9. De dotaties die bepaald zijn ten voordele van het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie bij toepassing van het decreet II van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, kunnen worden uitbetaald in schijven van maandvoorschotten, volgens de procedure van de vaste uitgaven.

Art. 10. De uitgaven met betrekking tot de dienst en de terugbetaling van de schuld van de Franse Gemeenschap kunnen worden gedaan volgens de procedure van de vaste uitgaven.

Art. 11. § 1. De kredieten voor de programma's die betrekking hebben op de werkingskosten van de administraties — bestaansmiddelenprogramma's genoemd — behelzen :

1° De bezoldigingen en allerhande toelagen van het actief en in disponibiteit gesteld personeel, de bezoldigingen of lonen van het hulppersoneel, de toelagen voor hogere en bijzondere functies, de vergoedingen voor arbeidsongevallen — met inbegrip van de uitkering van deze vergoedingen aan leden van de familie van het slachtoffer in geval van overlijden — alsook de verminderde bezoldigingen of lonen van het tijdelijk of hulppersoneel.

2° De bestendige uitgaven voor aankopen van niet-duurzame goederen en van diensten :

— Erelonen van advocaten en geneesheren — Gerechtskosten inzake burgerlijke, administratieve en strafzaken — Presentiegelden, reis- en verblijfskosten van niet tot de administraties van de Franse Gemeenschap behorende personen — Bezoldigingen van niet tot de Administratie behorende deskundigen en prestaties van derden.

— Verbruikskosten met betrekking tot het bezetten van de lokalen — met inbegrip van de uitgaven voor energieverbruik « stookolie, gas, benzine, elektriciteit, kolen » — en uitgaven voor onderhoud. — Bureaustkosten, huur van informatica-uitrustingen, vervoer, belastingen, retributies, publikaties van het departement, beroepsopleiding, kleding en andere kleine bestuursuitgaven.

— Allerhande vergoedingen aan het personeel van de Franse Gemeenschap voor werkelijke lasten en materiële schade, de reiskosten betreffende de dienstreizen en de verzekeringspremies van de afgevaardigden van het departement die zich naar het buitenland begeven, de bijdrage van de Franse Gemeenschap in de prijs van de sociale abonnementen.

3° De uitzonderlijke uitgaven voor aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten, waaronder werken en leveringen voor de inrichting van nieuwe lokalen en de verhuiskosten.

4° De huur van onroerende goederen van de verschillende diensten van het departement, met inbegrip van de huurgelden, de bezoldigingen en vergoedingen verschuldigd aan de Regie der Gebouwen.

5° De andere uitgaven met betrekking tot de werking van de diensten waarvan de gedetailleerde omschrijving in de administratieve begroting wordt weergegeven.

6° De vergoedingen aan derden die het slachtoffer werden van ongevallen waarvoor de Franse Gemeenschap aansprakelijk is alsook de verschillende procedurekosten in verband met deze ongevallen.

7° De uitgaven voor de aankoop van duurzame roerende goederen : machines, meubilair, materieel en vervoermiddelen te land.

§ 2. De verdeling over de betrokken basisallocaties van de bedragen ingeschreven in de basisallocaties 01.02.08 van de organisatie-afdeling 31 en 01.01.12 van de organisatie-afdeling 40 zal geschieden bij in de Regering overlegd besluit.

Art. 12. De saldi van de kredieten van de basisallocaties van de organisatie-afdelingen 31, 38 en 61 van tabel II en de organisatie-afdelingen 40 en 83 van tabel III van het begrotingsjaar 1995 waarvoor een directe vastlegging werd toegepast of waarvoor een ramingsstaat werd opgemaakt en die niet vóór 31 december 1995 werden geordonanceerd, worden overgedragen naar een basisallocatie van de begroting 1996 volgens een transcodificatie bepaald door een omreken-tabel die in bijlage I van de administratieve begrotingen van de tabellen II en III wordt vermeld.

HOOFDSTUK II. — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken
Sectie 01. — Algemene bepalingen

Art. 13. In afwijking van artikel 15 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof, mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 15 000 000 frank aan elk van de buitengewone rekenplichtigen worden verleend.

Dit maximumbedrag wordt op 25 000 000 frank gebracht voor de buitengewone rekenplichtigen van de Sector Secretariaat-Generaal, de Sector Sport en de Sector Infrastructuur.

Voor andere rekenplichtigen kan dit bedrag worden aangepast bij beslissing van de Regering en volgens door haar nader te bepalen regels.

Art. 14. De buitengewone rekenplichtige van de Algemene Directie van Cultuur en Communicatie (O.A. 65 — Audiovisuele sector) wordt ertoe gemachtigd betalingen te verrichten ter gelegenheid van opdrachten in het buitenland in het kader van internationale festivals en overeenkomsten, binnen de perken van 500 000 frank.

Art. 15. De Minister tot wiens bevoegdheid het Medisch Schooltoezicht behoort, wordt ertoe gemachtigd voorschotten toe te staan inzake medisch schooltoezicht volgens de tijdsindeling en de nader door hem te bepalen regels.

Art. 16. De rekenplichtige van de rekening van het veranderlijk krediet 12.33.01 van de organisatie-afdeling 73 (Sportfonds — Activiteiten) wordt ertoe gemachtigd de rekening van het veranderlijk krediet 11.05.01 van de organisatie-afdeling 73 (Sportfonds — Bezoldigingen) te stijven naargelang van zijn beschikbare geldmiddelen.

Art. 17. Er kunnen thesaurievoorschotten worden toegekend aan het veranderlijk krediet 11.05.01 van de organisatie-afdeling 73, ten belope van een bedrag dat gelijk is aan ten hoogste één vierde van de jaarlijkse uitgaven met betrekking tot het personeel.

Art. 18. De uitgaven verricht ten laste van de basisallocatie 33.06.11 van de organisatie-afdeling 25 en van de basisallocatie 33.03.14 van de organisatie-afdeling 33 kunnen de werking en de subsidiëring van de prestaties van vorige jaren dekken.

Art. 19. Elke vastlegging te bepalen in hoofde van de opening van een kredietlijn voor de verwezenlijking van een meerjarenprogramma van grote investering wordt onderworpen aan het visum van de controleur der vastleggingen en aan het Rekenhof.

Art. 20. De kredietlijn toegestaan bij artikel 19 van het bepalend gedeelte van het decreet van 21 december 1992 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap van 1993 wordt verlengd tot 31 december 1996.

Art. 21. De bepalingen van artikel 10 van het decreet van 27 oktober 1994 houdende aanpassing van de begroting van de Franse Gemeenschap voor 1994 blijven van toepassing in 1996 wat betreft de uitgaven met betrekking tot de periode vóór 1 januari 1994.

Sectie 02

Titel VII. — Instellingen van openbaar nut

Art. 22. De begroting van het « Commissariat Général aux Relations Internationales » (Commissariaat-Generaal voor Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België) voor het begrotingsjaar 1996, gevoegd bij dit decreet, wordt goedgekeurd.

Art. 23. De begroting van het « Agence de Prévention du Sida » (Bureau voor Aids-preventie van de Franse Gemeenschap) voor het jaar 1996, gevoegd bij dit decreet, wordt goedgekeurd.

Sectie 03. — Diensten met afzonderlijk beheer

Art. 24. De begroting van het « Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel » (Centrum voor de Film en de Audiovisuele Sector van de Franse Gemeenschap) voor het begrotingsjaar 1996, gevoegd bij dit decreet, wordt goedgekeurd.

HOOFDSTUK III. — Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming
Sectie 01. — Algemene bepalingen

Art. 25. In afwijking van artikel 15 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof :

1. Mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 15 000 000 frank verleend worden aan de buitengewone rekenplichtigen van de administratieve diensten van het departement, van de kabinetten, van de buitendiensten en van de diensten met afzonderlijk beheer.

2. Mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 25 000 000 frank verleend worden aan de buitengewone rekenplichtige van het Economaat afhankelijk van de « Direction générale des Personnels, des Statuts et de l'Organisation administrative ».

3. Mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 25 000 000 frank verleend worden aan de rekenplichtigen van het Schoolgebouwenfonds van de Franse Gemeenschap.

4. Die maxima kunnen voor sommige rekenplichtigen aangepast worden bij beslissing van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 26. De buitengewone rekenplichtige van de Algemene Directie Basisonderwijs wordt ertoe gemachtigd de bijdrage van de Gemeenschap in het kostgeld van de kinderen, van wie de ouders geen vaste verblijfplaats hebben en die door hun ouders zijn toevertrouwd aan een internaat behorend tot het gesubsidieerd officieel onderwijs of tot het gesubsidieerd vrij onderwijs, door middel van geldvoorschotten te betalen. Bovendien wordt hem machtiging verleend deze bijdrage te betalen in de vorm van driemaandelijke voorschotten.

De buitengewone rekenplichtige van de Algemene Dienst Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek mag door middel van voorschotten de reisbeurzen en geldprijzen voor de laureaten van de universitaire wedstrijden betalen of, op dezelfde wijze, de reiskosten van personen die uit het buitenland komen en ernaar toe reizen.

Art. 27. De uitgaven die betrekking hebben op de werkings- of uitrustingskosten der op het grondgebied van de Bondsrepubliek Duitsland gevestigde scholen, psycho-medisch-sociale centra en kabinetten voor raadpleging en medische schoolinspectie, en die ter plaatse verricht moeten worden door de diensten afhankelijk van Landsverdediging, mogen gedaan worden overeenkomstig de in de Bondsrepubliek geldende regels en het voorwerp zijn van ordonnanties van kredietopening, ongeacht hun bedrag, ten bate van een buitengewoon rekenplichtige aangesteld door de Minister van Landsverdediging, na instemming van de Regering van de Franse Gemeenschap die van hem de rekening voor de aanwending van de voorschotten moet krijgen.

Art. 28. In afwijking van artikel 143, 1e lid, van de op 17.7.1991 gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit kunnen de bevoegde Ministers de verantwoordelijken voor het financieel beheer van de scholen en psycho-medisch-sociale centra met afzonderlijk beheer van de Franse Gemeenschap ertoe machtigen, de roerende voorwerpen waarover ze beschikken, te verkopen indien ze niet meer gebruikt kunnen worden.

Art. 29. De niet-gesplitste kredieten op onderstaande basisallocaties mogen uitgaven met betrekking tot de vorige begrotingsjaren dekken : B.A. 11.03, 43.01 en 44.01 van O.A. 56.

Art. 30. De uitgaven voor studietoelagen en -leningen worden aangerekend op O.A. 97 en kunnen als vaste uitgaven vereffend worden.

Art. 31. De weddetoelagen van de leden van het personeel van het basisonderwijs, secundair onderwijs, niet-universitair hoger onderwijs, buitengewoon onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunst- of beroepsopleiding, en van de psycho-medisch-sociale centra, kunnen als vaste uitgaven vereffend worden.

Art. 32. De betaling van voorschotten aan de rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers, voor de aan het onderwijzend personeel verschuldigde kinderbijslag en de bijbehorende kosten, kan aangerekend worden op de B.A.'s betreffende de betaling van wedden en weddetoelagen opgenomen in tabel III van deze begroting.

De in vorig lid bedoelde uitgaven kunnen als vaste uitgaven vereffend worden.

Art. 33. De toelagen voor de stagemeesters in het basisonderwijs mogen aangerekend worden op de B.A.'s van O.A. 51 betreffende de wedden en weddetoelagen van de betrokken netten. Deze uitgaven kunnen als vaste uitgaven vereffend worden.

Art. 34. De terugbetaling in verband met de geschillen inzake de inschrijvingsrechten, betaald door de leerlingen en studenten bedoeld in de artikelen 58 en volgende van de wet van 21 juni 1985 betreffende het onderwijs, kunnen aangerekend worden op de B.A.'s betreffende de dotaties of werkingstoelagen voor de inrichtingen die voormelde leerlingen en studenten bezoeken.

Art. 35. De in 1995 toegekende toelagen ten laste van de B.A. 33.01.02 van O.A. 89 mogen uitgaven in verband met het begrotingsjaar 1996 dekken.

Art. 36. De op 31 december 1995 geboekte ontvangsten voor de veranderlijke kredieten opgenomen in de begroting 1995 van O.A. 40 worden overgedragen naar overeenstemmende veranderlijke kredieten van de begroting van het jaar 1996, op grond van de in bijlage 1 van de administratieve begroting omschreven omzettingstabel.

Art. 37. In afwijking van artikel 34 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991 mogen de batige saldo's van de ordonnanties voor kredietopeningen, uitgegeven ten laste van vroegere budgettaire dienstjaren, toegestaan ten gunste van de buitengewone rekenplichtige aangesteld ten einde de uitgaven te verrichten die betrekking hebben op de werkings- en uitrustingskosten der op het gebied van de in de Bondsrepubliek Duitsland gevestigde scholen, psycho-medisch-sociale centra en kabinetten voor raadpleging en medische schoolinspectie, dienen voor vastleggingen en uitgaven betreffende het begrotingsjaar 1996.

Art. 38. De overdrachten onder de basisallocaties van O.A. 83 kunnen met de toestemming van de Minister van Begroting na advies van de Inspectie van Financiën gebeuren.

Sectie 02

TITEL IV. — Afzonderlijke sectie

Art. 39. De verrichtingen op de begrotingsfondsen in de afzonderlijke sectie van tabel 3 van dit decreet worden geraamd op

2 303,0 miljoen Fr. voor de ontvangsten

2 275,0 miljoen Fr. voor de uitgaven.

Art. 40. Art. 66.48 B « Fonds voor de scholing van landbouwers » ontvangt de steungelden van het EOGFL voor financiering van de beroepsopleiding van personen die in de landbouw werkzaam zijn.

Art. 41. De uitgaven van het begrotingsfonds voor de schoolgebouwen van de Franse Gemeenschap en van het fonds voor schoolgebouwen van het officieel gesubsidieerd onderwijs gebeuren door toedoen van fondsen geopend in de afzonderlijke sectie van de begroting onder de artikelen 60.53 A en 60.54 A onder het rechtstreeks en exclusief gezag van de Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken.

Er wordt voorzien in vastleggingscontrole voor uitgaven met betrekking tot het begrotingsfonds voor de schoolgebouwen van de Franse Gemeenschap.

De uitgaven van de in dit artikel bedoelde instellingen gebeuren binnen de perken van de budgettaire middelen waarover ze kunnen beschikken en waarop de uitgaven voor het personeel en voor de algemene en administratieve werking worden aangerekend.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 20 december 1995.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,
belast met Onderwijs, de Audiovisuele sector, Hulpverlening aan de Jeugd, Kinderwelzijn en Gezondheidspromotie,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
J.-P. GRAFE

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,
Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

TABEL I**DOTATIE AAN DE RAAD VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP**

(in miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
		Vastleggingskredieten	Ordonneringskredieten	
ORGANISATIE-AFDELING 10				
Dotatie aan de Raad van de Franse Gemeenschap				
Programma 1 Dotatie aan de Raad van de Franse Gemeenschap.....	462,7	--	--	--
Totalen voor de Organisatie-Afdeling 10.....	462,7	--	--	--
Totaal tabel I.....	462,7	--	--	--

TABEL II**MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN**

(in miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
		Vastleggingskredieten	Ordonneringskredieten	
SECTOR KABINETTEN VAN DE REGERING VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP				
ORGANISATIE-AFDELING 01				
Kabinet van de Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap, belast met Onderwijs, de Audiovisuele sector, Hulpverlening aan de Jeugd, Kinderwelzijn en Gezondheids promotie				
Programma 0 Bestaansmiddelen.....	199,7	--	--	--
Totalen voor de Organisatie-Afdeling 01.....	199,7	--	--	--
ORGANISATIE-AFDELING 02				
Kabinet van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen				
Programma 0 Bestaansmiddelen.....	175,7	--	--	--
Totalen voor de Organisatie-Afdeling 02.....	175,7	--	--	--

(in miljoenen frank)

	Niet- gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Verander- lijke kredieten
		Vast- leggings- kredieten	Ordonnan- cerings- kredieten	
ORGANISATIE-AFDELING 03				
Kabinet van de Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding				
Programma 0	Bestaansmiddelen.....	97,9	--	--
Totalen voor de Organisatie-Afdeling 03.....		97,9	--	--
SECTOR GEZONDHEID				
ORGANISATIE-AFDELING 21				
Algemene Zaken				
Programma 0	Bestaansmiddelen.....	2,2	--	--
Programma 1	Diverse toelagen.....	4,8	--	--
Totalen voor de Organisatie-Afdeling 21.....		7,0	--	--
ORGANISATIE-AFDELING 22				
Preventieve geneeskunde				
Programma 1	Diverse acties.....	80,1	--	--
Programma 2	Diverse toelagen en tegemoetkomingen..	432,3	--	--
Totalen voor de Organisatie-Afdeling 22.....		512,4	--	--
ORGANISATIE-AFDELING 24				
Medisch schooltoezicht				
Programma 0	Bestaansmiddelen.....	560,0	--	--
Totalen voor de Organisatie-Afdeling 24.....		560,0	--	--
ORGANISATIE-AFDELING 25				
Kind				
Programma 1	Toelagen.....	4 307,7	--	--
Fonds tot toekenning van toelagen voor vakantiecentra (A)				
	- Saldo op 1 januari 1996.....	--	--	--
	- Ontvangsten van het lopende jaar...	--	--	--
	- Beschikbaar tijdens het jaar 1996...	--	--	--
	- Uitgaven van het lopende jaar	--	--	--
	- Saldo op 31 december 1996.....	--	--	--
Totalen voor de Organisatie-Afdeling 25.....		4 307,7	--	--

(in miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
		Vastleggingskredieten	Ordonneringskredieten	
SECTOR SECRETARIAAT-GENERAAL				
ORGANISATIE-AFDELING 31				
Algemene Zaken				
Programma 0	Bestaansmiddelen.....	2 948,5	--	--
	Fonds bestemd voor de bezoldiging van de gesubsidieerde contractuelen tewerkgesteld bij het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken (A)			
	- Saldo per 1 januari 1996.....	--	--	--
	- Ontvangsten van het lopende jaar....	--	--	10,9
	- Beschikbaar voor 1996.....	--	--	40,9
	- Uitgaven van het lopende jaar.....	--	--	40,9
	- Saldo per 31 december 1996.....	--	--	--
Programma 1	Informatie over en bevordering van de Franse Gemeenschap.....	21,5	--	--
Programma 2	C.G.R.I.- Allerlei toelagen.....	823,9	--	--
Programma 3	COCOF.....	345,0	--	--
	Totalen voor de Organisatie-Afdeling 31.....	4 138,9	--	40,9
ORGANISATIE-AFDELING 32				
Economaaat				
Programma 0	Bestaansmiddelen.....	288,1	--	--
	Totalen voor de Organisatie-Afdeling 32.....	288,1	--	--
ORGANISATIE-AFDELING 33				
Hulpverlening aan de Jeugd				
Programma 0	Bestaansmiddelen.....	135,4	--	--
Programma 1	Jongeren in gevaar en jonge delinkwenten.....	5 477,9	--	--
	Fonds bestemd voor de subsidiëring van acties en maatregelen inzake hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming (A)			
	- Saldo per 1 januari 1996.....	--	--	--
	- Ontvangsten van het lopende jaar....	--	--	200,0
	- Beschikbaar voor 1996.....	--	--	200,0
	- Uitgaven van het lopende jaar.....	--	--	200,0
	- Saldo per 31 december 1996.....	--	--	--
	Totalen voor de Organisatie-Afdeling 33.....	5 613,3	--	200,0
ORGANISATIE-AFDELING 34				
Gespecialiseerde sociale hulpverlening				
Programma 1	Delinkwenten en sociaal gehandicapten	166,0	--	--
	Totalen voor de Organisatie-Afdeling 34.....	166,0	--	--

(in miljoenen frank)

	Niet- gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Verander- lijke kredieten
		Vast- leggings- kredieten	Ordonnan- cerings- kredieten	
SECTOR INFRASTRUCTUUR				
ORGANISATIE-AFDELING 38				
Infrastructuur				
Programma 0	Bestaansmiddelen.....	3,8	--	--
Programma 1	Leningslasten, investeringen en toelagen voor investeringen.....	57,0	78,6	8,0
Programma 2	Leningslasten, investeringen en toelagen voor investeringen van de Cultuur.....	30,0	280,5	373,2
	Fonds voor de culturele infrastructuren (A)			
	- Saldo per 1 januari 1996.....	--	--	--
	- Ontvangsten van het lopende jaar....	--	--	5,0
	- Beschikbaar voor 1996.....	--	--	5,0
	- Uitgaven van het lopende jaar.....	--	--	5,0
	- Saldo per 31 december 1996.....	--	--	--
Programma 3	Leningslasten, investeringen en toelagen voor investeringen voor de Sport.....	--	200,0	203,0
	Totalen voor de Organisatie-Afdeling 38.....	90,8	559,1	656,2
				5,0
SECTOR CULTUUR EN COMMUNICATIE				
ORGANISATIE-AFDELING 61				
Algemene Zaken				
Programma 0	Bestaansmiddelen.....	127,1	--	--
	Fonds bestemd voor de uitvoering van het koninklijk besluit nr 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de non-profit sector (sector cultuur) (A)			
	- Saldo op 1 januari 1996.....	--	--	--
	- Ontvangsten van het lopende jaar....	--	--	450,0
	- Beschikbaar tijdens het jaar 1996...	--	--	450,0
	- Uitgaven van het lopende jaar.....	--	--	450,0
	- Saldo op 31 december 1996.....	--	--	--
	Fonds voor wederbelegging van de vergoedingen voor schade toegebracht aan het uitgeleend materiaal en van de opbrengst van de betaalleningen (A)			
	- Saldo op 1 januari 1996.....	--	--	--
	- Ontvangsten van het lopende jaar....	--	--	5,0
	- Beschikbaar tijdens het jaar 1996...	--	--	5,0
	- Uitgaven van het lopende jaar.....	--	--	5,0
	- Saldo op 31 december 1996.....	--	--	--

(in miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
		Vastleggingskredieten	Ordonneringskredieten	
Programma 1 Diverse initiatieven en tegemoetkomingen.....	123,1	--	--	--
Fonds voor gemeenschappelijke acties van de Executieve met de steun van het Impulsfonds voor het migrantenbeleid (C)				
- Saldo op 1 januari 1996.....	--	--	--	--
- Ontvangsten van het lopende jaar....	--	--	--	--
- Beschikbaar tijdens het jaar 1996...	--	--	--	--
- Uitgaven voor het lopende jaar.....	--	--	--	--
- Saldo op 31 december 1996.....	--	--	--	--
Exploitatiefonds van het cultureel centrum "Marcel Hicter" te La Marlagne (C)				
- Saldo op 1 januari 1996.....	--	--	--	--
- Ontvangsten van het lopende jaar....	--	--	--	16,0
- Beschikbaar tijdens het jaar 1996...	--	--	--	16,0
- Uitgaven voor het lopende jaar.....	--	--	--	16,0
- Saldo op 31 december 1996.....	--	--	--	--
Fonds voor de beheerdienst van het centrum voor socio-culturele vorming van Rossignol(C)				
- Saldo op 1 januari 1996.....	--	--	--	--
- Ontvangsten van het lopende jaar....	--	--	--	3,0
- Beschikbaar tijdens het jaar 1996...	--	--	--	3,0
- Uitgaven voor het lopende jaar.....	--	--	--	3,0
- Saldo op 31 december 1996.....	--	--	--	--
Fonds voor de beheerdienst van het centrum voor socio-culturele vorming van Séroule(C)				
- Saldo op 1 januari 1996.....	--	--	--	--
- Ontvangsten van het lopende jaar....	--	--	--	2,0
- Beschikbaar tijdens het jaar 1996...	--	--	--	2,0
- Uitgaven voor het lopende jaar.....	--	--	--	2,0
- Saldo op 31 december 1996.....	--	--	--	--
Fonds voor de culturele acties (B)				
- Saldo op 1 januari 1996.....	--	--	--	--
- Ontvangsten van het lopende jaar....	--	--	--	--
- Beschikbaar tijdens het jaar 1996...	--	--	--	--
- Uitgaven van het lopende jaar.....	--	--	--	--
- Saldo op 31 december 1996.....	--	--	--	--
Stichtingen, giften, legaten en prijzen (B)				
- Saldo op 1 januari 1996.....	--	--	--	--
- Ontvangsten van het lopende jaar....	--	--	--	--
- Beschikbaar tijdens het jaar 1996...	--	--	--	--
- Uitgaven van het lopende jaar.....	--	--	--	--
- Saldo op 31 december 1996.....	--	--	--	--
Programma 2 Culturele centra.....	407,1	--	--	--

(in miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
		Vastleggingskredieten	Ordonneringskredieten	
Programma 3 Steun voor de franstalige verenigingen van de gemeenten met een speciale taalregeling.....	10,5	--	--	--
Totalen voor de Organisatie-Afdeling 61.....	667,8	--	--	476,0
ORGANISATIE-AFDELING 62				
Bevordering van de podiumkunsten				
Programma 1 Diverse initiatieven en tegemoetkomingen.....	76,2	--	--	--
Programma 2 Toneelkunst.....	908,2	--	--	--
Programma 3 Muziek.....	744,4	--	--	--
Programma 4 Danskunst.....	142,2	--	--	--
Totalen voor de Organisatie-Afdeling 62.....	1 871,0	--	--	--
ORGANISATIE-AFDELING 63				
Boekwezen				
Programma 1 Openbare lektuurvoorziening.....	362,3	--	--	--
Fonds voor de centra voor openbare lektuurvoorziening van de Franse Gemeenschap, voor de centrale openbare bibliotheek van de Franse Gemeenschap en voor het Centrum voor openbare lektuurvoorziening van de Franse Gemeenschap (C)				
- Saldo op 1 januari 1996.....	--	--	--	--
- Ontvangsten van het lopende jaar....	--	--	--	2,2
- Beschikbaar tijdens het jaar 1996...	--	--	--	2,2
- Uitgaven voor het lopende jaar.....	--	--	--	2,2
- Saldo op 31 december 1996.....	--	--	--	--
Programma 2 Franse letteren.....	98,3	--	--	--
Programma 3 Endogene letteren.....	2,0	--	--	--
Programma 4 Franse taal.....	8,8	--	--	--
Programma 5 Bevordering van het boekwezen.....	14,5	--	--	--
Fonds voor het uitgeven van boeken (B)				
- Saldo op 1 januari 1996.....	--	--	--	--
- Ontvangsten van het lopende jaar....	--	--	--	5,2
- Beschikbaar tijdens het jaar 1996...	--	--	--	5,2
- Uitgaven voor het lopende jaar.....	--	--	--	5,2
- Saldo op 31 december 1996.....	--	--	--	--

(in miljoenen frank)

	Niet- gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Verander- lijke kredieten
		Vast- leggings- kredieten	Ordonnan- cerings- kredieten	
Fonds voor steun aan de verspreiding (B)				
- Saldo op 1 januari 1996.....	--	--	--	--
- Ontvangsten van het lopende jaar....	--	--	--	0,2
- Beschikbaar tijdens het jaar 1996...	--	--	--	0,2
- Uitgaven voor het lopende jaar.....	--	--	--	0,2
- Saldo op 31 december 1996.....	--	--	--	--
Totalen voor de Organisatie-Afdeling 63.....	485,9	--	--	7,6
 ORGANISATIE-AFDELING 64				
Jeugd en permanente opvoeding				
Programma 1 Diverse initiatieven en tegemoetkomingen.....	0,5	--	--	--
Programma 2 Jeugd.....	385,0	--	--	--
Programma 3 Permanente opvoeding.....	640,9	--	--	--
Programma 4 Socio-culturele activiteiten.....	48,3	--	--	--
Fonds voor socio-culturele vorming (C)				
- Saldo op 1 januari 1996.....	--	--	--	--
- Ontvangsten van het lopende jaar....	--	--	--	0,3
- Beschikbaar tijdens het jaar 1996...	--	--	--	0,3
- Uitgaven van het lopende jaar.....	--	--	--	0,3
- Saldo op 31 december 1996.....	--	--	--	--
Totalen voor de Organisatie-Afdeling 64.....	1 074,7	--	--	0,3
 ORGANISATIE-AFDELING 65				
Audiovisuele sector				
Programma 0 Bestaansmiddelen.....	0,8	--	--	--
Programma 1 Diverse initiatieven en tegemoetkomingen.....	8,3	--	--	--
Programma 2 Film en video.....	543,9	--	--	--
Programma 3 Radio en televisie.....	6 198,0	--	--	--
Steunfondsen voor creatie op radio (B)				
- Saldo op 1 januari 1996.....	--	--	--	--
- Ontvangsten van het lopende jaar....	--	--	--	9,5
- Beschikbaar tijdens het jaar 1996...	--	--	--	9,5
- Uitgaven van het lopende jaar.....	--	--	--	9,5
- Saldo op 31 december 1996.....	--	--	--	--

(in miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
		Vastleggingskredieten	Ordonneringskredieten	
Programma 4 Pers.....	40,9	--	--	--
Fonds voor ontwikkeling van de geschreven pers (A)				
- Saldo op 1 januari 1996.....	--	--	--	--
- Ontvangsten van het lopende jaar....	--	--	--	170,0
- Beschikbaar tijdens het jaar 1996...	--	--	--	170,0
- Uitgaven van het lopende jaar.....	--	--	--	170,0
- Saldo op 31 december 1996.....	--	--	--	--
Totalen voor de Organisatie-Afdeling 65.....	6 791,9	--	--	179,5
ORGANISATIE-AFDELING 66				
Patrimonium en beeldende kunsten				
Programma 0 Bestaansmiddelen.....	21,9	--	--	--
Programma 1 Diverse uitgaven en toelagen.....	211,2	--	--	--
Totalen voor de Organisatie-Afdeling 66.....	233,1	--	--	--
SECTOR SPORT				
ORGANISATIE-AFDELING 71				
Algemene zaken				
Programma 0 Bestaansmiddelen.....	60,0	--	--	--
Fonds bestemd voor de uitvoering van het koninklijk besluit nr 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de non-profit sector (sector sport) (A)				
- Saldo op 1 januari 1996.....	--	--	--	--
- Ontvangsten van het lopende jaar....	--	--	--	1,3
- Beschikbaar tijdens het jaar 1996...	--	--	--	1,3
- Uitgaven van het lopende jaar.....	--	--	--	1,3
- Saldo op 31 december 1996.....	--	--	--	--
Totalen voor de Organisatie-Afdeling 71.....	60,0	--	--	1,3
ORGANISATIE-AFDELING 73				
Lichamelijke opvoeding en sport				
Programma 0 Bestaansmiddelen.....	2,7	--	--	--
Sportfonds - Bezoldigingen (A)				
- Saldo op 1 januari 1996.....	--	--	--	--
- Ontvangsten van het lopende jaar....	--	--	--	170,0
- Beschikbaar tijdens het jaar 1996...	--	--	--	170,0
- Uitgaven van het lopende jaar.....	--	--	--	170,0
- Saldo op 31 december 1996.....	--	--	--	--

(in miljoenen frank)

	Niet- gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Verander- lijke kredieten
		Vast- leggings- kredieten	Ordonnan- cerings- kredieten	
Sportfonds - Activiteiten (C)				
- Saldo op 1 januari 1996.....	--	--	--	--
- Ontvangsten van het lopende jaar....	--	--	--	360,0
- Beschikbaar tijdens het jaar 1996...	--	--	--	360,0
- Uitgaven van het lopende jaar.....	--	--	--	360,0
- Saldo op 31 december 1996.....	--	--	--	--
Programma 1 Onderzoek en ontwikkeling.....	21,5	--	--	--
Programma 2 Diverse toelagen.....	354,3	--	--	--
Totalen voor de Organisatie-Afdeling 73.....	378,5	--	--	530,0
ORGANISATIE-AFDELING 74				
Externe sportdiensten				
Programma 1 Diverse initiatieven.....	39,2	--	--	--
Totalen voor de Organisatie-Afdeling 74.....	39,2	--	--	--
Totaal Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.....	27 759,6	559,1	656,2	1 440,6

Afzonderlijke sectie

(in miljoenen frank)

Artikel	Wijze van beschikking	Teksten	Saldo op 1 januari 1996	Ontvangsten van het jaar	Uitgaven van het jaar	Saldo op 31 december 1996
---------	-----------------------------	---------	----------------------------	-----------------------------	--------------------------	------------------------------

SECTOR SOCIALE ZAKEN

SECTIE I.- Uitgaven van de
Franse Gemeenschap op inkomsten
met speciale bestemming

66.07	A	Uitvoering van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de non-profit sector - Hulpverlening aan gezinnen. (Er mogen thesaurievoorschotten toegekend worden binnen de perken van de totale bedragen van de overeenkomsten betreffende de sector en bedoeld in artikel 9 van het bovengenoemd koninklijk besluit nr. 25).....	--	--	--	--
Totalen voor sectie I.....			--	--	--	--
Totalen voor de sector Sociale Zaken.....			--	--	--	--

Diensten met afzonderlijk beheer

Art. 70.05.B Centrum voor de film en de audiovisuele sector

		(In miljoenen frank)
1.	Saldo op 1 januari	250,0
2.	Ontvangsten	
2.1.	Dotatie van de Franse Gemeenschap (B.A. 41.03- O.A. 65)	367,4
2.2.	Bijdrage tot de audiovisuele creatie van de abonnees via sommige verdelers	44,5
2.3.	Allerlei inkomsten	6,0
		667,9
3.	Uitgaven	250,0
3.1.	Uitvoering in 1996 van verplichtingen aangegaan in de loop van de vorige jaren	300,5
3.2.	Activiteiten inzake animatie en productie op het audiovisueel vlak	9,6
3.3.	Premies voor de filmindustrie	46,1
3.4.	Gastateliers en produktieateliers	40,5
3.5.	Toelagen voor de bevordering en de verspreiding van de film	12,1
3.6.	Steun voor creatie (weer op gang brengen van de zelfstandige productie met de RTBF)	49,0
3.7.	Toelagen aan de verenigingen voor de bevordering en de verspreiding van de audiovisuele sector	47,0
3.8.	Steun voor de filmproductie	145,3
3.9.	Uitgaven van alle aard in verband met de audiovisuele sector	4,5
3.10.	Uitgaven met betrekking tot co-producties krachtens internationale overeenkomsten	16,0
		670,6
34	Saldo op 31 december (1) + (2) - (3)	--

TABEL III

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

(in miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
		Vastleggingskredieten	Ordonnancingskredieten	

ORGANISATIE-AFDELING 05

Kabinet van de Minister van Begroting,
Financiën en Ambtenarenzaken

Programma 0	Werking van het Kabinet.....	127,5	--	--	--
Programma 1	Informatisering - Kosten voor eerste inrichting.....	0,8	--	--	--
Totaal voor de Afdeling 05.....		128,3	--	--	--

(in miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
		Vastleggingskredieten	Ordonnanceringskredieten	
ORGANISATIE-AFDELING 40				
Secretariaat-generaal en gemeenschappelijke diensten				
Programma 0	Bestaansmiddelen bestuur.....	1 866,8	--	--
	Organiek fonds : leningskas voor personeelsleden (C)			
	- Saldo op 1 januari 1996.....	--	--	--
	- Ontvangsten lopend jaar.....	--	--	2,5
	- Beschikbaar voor 1996.....	--	--	2,5
	- Uitgaven lopend jaar.....	--	--	2,5
	- Saldo op 31 december 1996.....	--	--	--
Programma 1	Provisie voor diverse lasten.....	2 459,6	--	--
Programma 2	Fonds voor beroepsopleiding en wederinschakeling in het beroepsleven			
	- Culturele zaken en C.O.C.O.F.	--	--	--
	Fonds voor beroepsopleiding en wederinschakeling in het beroepsleven			
	- Culturele zaken (C)			
	- Saldo op 1 januari 1996.....	--	--	--
	- Ontvangsten lopend jaar.....	--	--	600,0
	- Beschikbaar voor 1996.....	--	--	600,0
	- Uitgaven lopend jaar.....	--	--	600,0
	- Saldo op 31 december 1996.....	--	--	--
	Fonds voor beroepsopleiding en wederinschakeling in het beroepsleven			
	- C.O.C.O.F. (C)			
	- Saldo op 1 januari 1996.....	--	--	--
	- Ontvangsten lopend jaar.....	--	--	450,0
	- Beschikbaar voor 1996.....	--	--	450,0
	- Uitgaven lopend jaar.....	--	--	450,0
	- Saldo op 31 december 1996.....	--	--	--
Programma 3	Statistieken, documentatiecentra, bibliotheek en cel modernisering en opleiding.....	26,7	--	--
Programma 4	Secretariaat-generaal, interministeriële cel Thesaurie en Begroting.....	25,8	--	--
Programma 5	Pilootcel-Netoverschrijdende activiteit - "ZEP" - "FIPI" - Stichtingen - Legaten en prijzen - Diversen.....	102,0	--	--
	Impulsfonds migrantenbeleid (A)			
	- Saldo op 1 januari 1996.....	--	--	--
	- Ontvangsten lopend jaar.....	--	--	45,0
	- Beschikbaar voor 1996.....	--	--	45,0
	- Uitgaven lopend jaar.....	--	--	45,0
	- Saldo op 31 december 1996.....	--	--	--

(in miljoenen frank)

	Niet- gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Verander- lijke kredieten
		Vast- leggings- kredieten	Ordonnan- cerings- kredieten	
Fonds voor beroepsopleiding en wederinschakeling in het beroepsleven				
- Onderwijs met beperkt leerplan (C)				
- Saldo op 1 januari 1996.....	--	--	--	--
- Ontvangsten lopend jaar.....	--	--	--	100,0
- Beschikbaar voor 1996.....	--	--	--	100,0
- Uitgaven lopend jaar.....	--	--	--	100,0
- Saldo op 31 december 1996.....	--	--	--	--
Fonds voor betaling van prijzen aan scholen met afzonderlijk beheer en tenlasteneming van de rente van financiële beleggingen en van de kosten voor beheer en wederbelegging (B)				
- Saldo op 1 januari 1996.....	--	--	--	--
- Ontvangsten lopend jaar.....	--	--	--	1,0
- Beschikbaar voor 1996.....	--	--	--	1,0
- Uitgaven lopend jaar.....	--	--	--	1,0
- Saldo op 31 december 1996.....	--	--	--	--
Programma 6 Rechtskundige dienst en vertaaldienst.....	21,1	--	--	--
Programma 7 Medewerking aan internationale instellingen - Diversen.....	121,7	--	--	--
Programma 8 CIV en drukkerij.....	284,0	--	--	--
Programma 9 Beroepsopleiding en wederinschakeling in het beroepsleven - Diverse initiatieven				
Fonds voor uitbetaling van de bezoldiging van de gesubsidieerde contractuelen van het secretariaat-generaal en gemeenschappelijke diensten (B)				
- Saldo op 1 januari 1996.....	--	--	--	--
- Ontvangsten lopend jaar.....	--	--	--	32,3
- Beschikbaar voor 1996.....	--	--	--	32,3
- Uitgaven lopend jaar.....	--	--	--	32,3
- Saldo op 31 december 1996.....	--	--	--	--
Fonds voor beroepsopleiding en wederinschakeling in het beroepsleven - Waals Gewest (C)				
- Saldo op 1 januari 1996.....	--	--	--	--
- Ontvangsten lopend jaar.....	--	--	--	1 550,0
- Beschikbaar voor 1996.....	--	--	--	1 550,0
- Uitgaven lopend jaar.....	--	--	--	1 550,0
- Saldo op 31 december 1996.....	--	--	--	--
Fonds voor beroepsopleiding en wederinschakeling in het beroepsleven - Onderwijs voor sociale promotie (C)				
- Saldo op 1 januari 1996.....	--	--	--	--
- Ontvangsten lopend jaar.....	--	--	--	286,6
- Beschikbaar voor 1996.....	--	--	--	286,6
- Uitgaven lopend jaar.....	--	--	--	286,6
- Saldo op 31 december 1996.....	--	--	--	--
Totalen voor de Afdeling 40.....	4 907,7	--	--	3 067,4

(in miljoenen frank)

	Niet- gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Verander- lijke kredieten
		Vast- leggings- kredieten	Ordonnan- cerings- kredieten	
ORGANISATIE-AFDELING 51				
Basisonderwijs				
Programma 0	Bestaansmiddelen bestuur.....	2,5	--	--
Programma 1	Bestaansmiddelen inspectie.....	281,6	--	--
Programma 2	Werking kleuterscholen van de Gemeenschap.....	940,6	--	--
Programma 3	Werking van de officiële gesubsidieerde kleuterscholen.....	6 089,3	--	--
Programma 4	Werking van de vrije gesubsidieerde kleuterscholen.....	4 597,6	--	--
Programma 5	Werking van de lagere scholen van de Gemeenschap.....	3 424,5	--	--
Programma 6	Werking van de officiële gesubsidieerde lagere scholen.....	13 583,4	--	--
Programma 7	Werking van de vrije gesubsidieerde lagere scholen.....	11 791,2	--	--
Programma 8	Bestrijding van de mislukkingen op school - Allerlei toelagen.....	391,6	--	--
Programma 9	Allerlei initiatieven van het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest inzake tewerkstelling			
	Fonds voor uitbetaling van de bezoldiging van de gesubsidieerde contractuelen - Basisonderwijs (B)			
	- Saldo op 1 januari 1996.....	--	--	--
	- Ontvangsten lopend jaar.....	--	--	718,9
	- Beschikbaar voor 1996.....	--	--	718,9
	- Uitgaven lopend jaar.....	--	--	718,9
	- Saldo op 31 december 1996.....	--	--	--
	Totalen voor de Afdeling 51.....	41 102,3	--	718,9
ORGANISATIE-AFDELING 52				
Secundair onderwijs				
Programma 0	Bestaansmiddelen bestuur.....	21,5	--	--
Programma 1	Bestaansmiddelen inspectie.....	187,0	--	--
Programma 2	Werking Gemeenschapsscholen met volledig leerplan.....	21 275,9	--	--
Programma 3	Werking officiële gesubsidieerde scholen met volledig leerplan.....	12 938,1	--	--
Programma 4	Werking vrije gesubsidieerde scholen met volledig leerplan.....	34 957,2	--	--
Programma 5	Werking Gemeenschapsscholen met beperkt leerplan.....	137,5	--	--

(in miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
		Vastleggingskredieten	Ordonneringskredieten	
Programma 6 Werking officiële gesubsidieerde scholen met beperkt leerplan.....	61,5	--	--	--
Programma 7 Werking vrije gesubsidieerde scholen met beperkt leerplan.....	257,6	--	--	--
Programma 8 Bestrijding van de mislukkingen op school - Diversen.....	373,9	--	--	--
Programma 9 Actie Europees sociaal fonds (B) - Allerlei initiatieven van het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest inzake tewerkstelling				
Interventiefonds ESF (B)				
- Saldo op 1 januari 1996.....	--	--	--	--
- Ontvangsten lopend jaar	--	--	--	135,3
- Beschikbaar voor 1996.....	--	--	--	135,3
- Uitgaven lopend jaar.....	--	--	--	135,3
- Saldo op 31 december 1996.....	--	--	--	--
Fonds voor uitbetaling van de bezoldiging van de gesubsidieerde contractuelen - Secundair onderwijs (B)				
- Saldo op 1 januari 1996.....	--	--	--	--
- Ontvangsten lopend jaar	--	--	--	280,9
- Beschikbaar voor 1996.....	--	--	--	280,9
- Uitgaven lopend jaar.....	--	--	--	280,9
- Saldo op 31 december 1996.....	--	--	--	--
Totalen voor de Afdeling 52.....	70 210,2	--	--	416,2
ORGANISATIE-AFDELING 53				
Buitengewoon onderwijs				
Programma 0 Bestaansmiddelen bestuur.....	7,5	--	--	--
Programma 1 Bestaansmiddelen inspectie.....	29,6	--	--	--
Programma 2 Werking Gemeenschapsscholen.....	3 178,3	--	--	--
Programma 3 Werking officiële gesubsidieerde scholen.....	2 251,1	--	--	--
Programma 4 Werking vrije gesubsidieerde scholen.....	4 400,1	--	--	--
Programma 5 Allerlei initiatieven van het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest inzake tewerkstelling.....	--	--	--	--
Fonds voor uitbetaling van de bezoldiging van de gesubsidieerde contractuelen - Buitengewoon onderwijs (B)				
- Saldo op 1 januari 1996.....	--	--	--	--
- Ontvangsten lopend jaar	--	--	--	86,8
- Beschikbaar voor 1996.....	--	--	--	86,8
- Uitgaven lopend jaar.....	--	--	--	86,8
- Saldo op 31 december 1996.....	--	--	--	--
Totalen voor de Afdeling 53.....	9 866,6	--	--	86,8

(in miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
		Vastleggingskredieten	Ordonnancingskredieten	
ORGANISATIE-AFDELING 54				
Universitair onderwijs				
Programma 0	Bestaansmiddelen bestuur.....	--	--	--
Programma 1	Universiteiten van de Gemeenschap.....	5 525,1	--	--
Programma 2	Vrije universiteiten.....	11 427,7	--	--
Programma 3	Toezicht over de universiteiten.....	21,9	--	--
Programma 4	Allerhande toelagen.....	8,7	--	--
Programma 5	Universitair onderwijs.....	76,5	--	--
Totalen voor de Afdeling 54.....		17 059,9	--	--
ORGANISATIE-AFDELING 55				
Niet-universitair hoger onderwijs				
Programma 0	Bestaansmiddelen bestuur.....	6,4	--	--
Programma 1	Bestaansmiddelen inspectie.....	4,6	--	--
Programma 2	Werking Gemeenschapsscholen van het lange type.....	804,3	--	--
Programma 3	Werking officiële gesubsidieerde scholen van het lange type.....	568,4	--	--
Programma 4	Werking vrije gesubsidieerde scholen van het lange type.....	1 191,3	--	--
Programma 5	Werking Gemeenschapsscholen van het korte type.....	1 904,8	--	--
Programma 6	Werking officiële gesubsidieerde scholen van het korte type.....	2 370,0	--	--
Programma 7	Werking vrije gesubsidieerde scholen van het korte type.....	3 334,4	--	--
Programma 8	Niet-universitair hoger onderwijs.....	48,4	--	--
Programma 9	Allerlei initiatieven van het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest inzake tewerkstelling.....	--	--	--
Fonds voor uitbetaling van de bezoldiging van de gesubsidieerde contractuelen - NUHO (B)				
	- Saldo op 1 januari 1996.....	--	--	--
	- Ontvangsten lopend jaar.....	--	--	69,4
	- Beschikbaar voor 1996.....	--	--	69,4
	- Uitgaven lopend jaar.....	--	--	69,4
	- Saldo op 31 december 1996.....	--	--	--
Totalen voor de Afdeling 55.....		10 232,6	--	69,4

(in miljoenen frank)

	Niet- gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Verander- lijke kredieten
		Vast- leggings- kredieten	Ordonnan- cerings- kredieten	
ORGANISATIE-AFDELING 56				
Onderwijs voor sociale promotie				
Programma 0	Bestaansmiddelen bestuur.....	9,7	--	--
Programma 1	Bestaansmiddelen inspectie.....	23,2	--	--
Programma 2	Werking Gemeenschapsscholen.....	1 088,9	--	--
	Fonds voor aanwending van de ontvangsten voortvloeiend uit de toepassing van de artikelen 114 en 115 van het decreet van 16 april 1991 (B)			
	- Saldo op 1 januari 1996.....	--	--	--
	- Ontvangsten lopend jaar.....	--	--	12,9
	- Beschikbaar voor 1996.....	--	--	12,9
	- Uitgaven lopend jaar	--	--	12,9
	- Saldo op 31 december 1996.....	--	--	--
Programma 3	Werking officiële gesubsidieerde scholen.....	1 692,8	--	--
	Fonds voor de aanwending van de ontvangsten voortvloeiend uit de toepassing van de artikelen 114 en 115 van het decreet van 16 april 1991 (B)			
	- Saldo op 1 januari 1996.....	--	--	--
	- Ontvangsten lopend jaar.....	--	--	10,0
	- Beschikbaar voor 1996.....	--	--	10,0
	- Uitgaven lopend jaar.....	--	--	10,0
	- Saldo op 31 december 1996.....	--	--	--
Programma 4	Werking vrije gesubsidieerde scholen..	1 031,2	--	--
	Fonds voor de aanwending van de ontvangsten voortvloeiend uit de toepassing van de artikelen 114 en 115 van het decreet van 16 april 1991 (B)			
	- Saldo op 1 januari 1996.....	--	--	--
	- Ontvangsten lopend jaar.....	--	--	16,7
	- Beschikbaar voor 1996.....	--	--	16,7
	- Uitgaven lopend jaar.....	--	--	16,7
	- Saldo op 31 december 1996.....	--	--	--
Programma 5	Actie Europees Sociaal Fonds.....			
	Interventiefonds ESF (B)			
	- Saldo op 1 januari 1996.....	--	--	--
	- Ontvangsten lopend jaar.....	--	--	377,4
	- Beschikbaar voor 1996.....	--	--	377,4
	- Uitgaven lopend jaar.....	--	--	377,4
	- Saldo op 31 december 1996.....	--	--	--
Programma 6	Allerlei initiatieven van het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest inzake tewerkstelling.....	--	--	--

(in miljoenen frank)

	Niet- gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Verander- lijke kredieten
		Vast- leggings- kredieten	Ordonnan- cerings- kredieten	
Fonds voor uitbetaling van de bezoldiging van de gesubsidieerde contractuelen - Onderwijs voor sociale promotie (B)				
- Saldo op 1 januari 1996.....	--	--	--	--
- Ontvangsten lopend jaar.....	--	--	--	40,9
- Beschikbaar voor 1996.....	--	--	--	40,9
- Uitgaven lopend jaar	--	--	--	40,9
- Saldo op 31 december 1996.....	--	--	--	--
Totalen voor de Afdeling 56.....	3 845,8	--	--	457,9
 ORGANISATIE-AFDELING 82				
Vorming				
Programma 0 Bestaansmiddelen bestuur.....	100,1	--	--	--
Programma 1 Allerhande initiatieven - Opleiding arbeiders en bedienden.....	--	--	--	--
Programma 2 Allerhande toelagen - Opleiding arbeiders en bedienden.....	--	--	--	--
Programma 3 Allerhande initiatieven - Opleiding van zelfstandigen.....	--	--	--	--
Programma 4 Allerhande toelagen - Opleiding van zelfstandigen.....	--	--	--	--
Totalen voor de Afdeling 82.....	100,1	--	--	--
 ORGANISATIE-AFDELING 83				
Kunstonderwijs				
Programma 0 Bestaansmiddelen bestuur.....	4,0	--	--	--
Programma 1 Allerhande initiatieven en toelagen...	19,4	--	--	--
Programma 2 Werking instellingen voor hoger onderwijs van de Gemeenschap.....	797,0	--	--	--
Programma 3 Werking officiële gesubsidieerde instellingen voor hoger onderwijs.....	245,1	--	--	--
Programma 4 Werking vrije gesubsidieerde instellingen voor hoger onderwijs.....	513,7	--	--	--
Programma 5 Werking officiële gesubsidieerde instellingen voor secundair onderwijs met volledig leerplan.....	206,3	--	--	--
Programma 6 Werking officiële gesubsidieerde instellingen met beperkt leerplan.....	1 986,4	--	--	--
Programma 7 Werking vrije gesubsidieerde instellingen met beperkt leerplan.....	255,0	--	--	--
Totalen voor de Afdeling 83.....	4 026,9	--	--	--

(in miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten	
		Vastleggingskredieten	Ordonneringskredieten		
ORGANISATIE-AFDELING 89					
Schoolgebouwen					
Programma 0	Werking van het Fonds voor schoolgebouwen en van de instellingen die in de plaats treden van het Nationaal Waarborgfonds.....	2 580,0	400,0	300,0	--
	Fonds bestemd voor de uitbetaling van de bezoldiging van de personeelsleden van het "Fonds de garantie des Bâtiments scolaires (B)				
	- Saldo op 1 januari 1996.....	--	--	--	--
	- Ontvangsten lopend jaar.....	--	--	--	38,0
	- Beschikbaar voor 1996.....	--	--	--	38,0
	- Uitgaven lopend jaar.....	--	--	--	38,0
	- Saldo op 31 december 1996.....	--	--	--	--
	Totalen voor de Afdeling 89.....	2 580,0	400,0	300,0	38,0
ORGANISATIE-AFDELING 91					
Dienst leerlingenvervoer					
Programma 0	Bestaansmiddelen bestuur.....	--	--	--	--
Programma 1	Vervoer in het Gemeenschapsonderwijs..	10,5	--	--	--
	Totalen voor de Afdeling 91.....	10,5	--	--	--
ORGANISATIE-AFDELING 92					
Organisatie van het Onderwijs					
Programma 0	Bestaansmiddelen bestuur.....	21,6	--	--	--
Programma 1	Bestaansmiddelen inspectie.....	6,5	--	--	--
Programma 2	Organisatie van het onderwijs - Structuren - Leerplannen - Opleiding, onderzoek en voorlichting - Inrichtingen van de Franse Gemeenschap.....	116,7	--	--	--
Programma 3	Algemene activiteiten - Onderzoek.....	71,8	--	--	--
Programma 4	Organisatie van het onderwijs - Technisch en vormingscentrum van het personeel van de Franse Gemeenschap - Onderwijsmedia en buitenschoolse activiteiten - Inrichtingen van de Franse Gemeenschap.....	109,9	--	--	--
Programma 5	Openluchtcentra Franse Gemeenschap	--	--	--	--
Programma 6	Organisatie van het onderwijs - Vormingsactiviteiten in het hoger onderwijs - Onderzoek.....	--	--	--	--
	Totalen voor de Afdeling 92.....	326,5	--	--	--

(in miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
		Vastleggingskredieten	Ordonneringskredieten	
ORGANISATIE-AFDELING 93				
PMS-centra				
Programma 0	Bestaansmiddelen bestuur.....	1,9	--	--
Programma 1	Bestaansmiddelen inspectie.....	12,4	--	--
Programma 2	Werking PMS-centra van de Gemeenschap.	762,6	--	--
Programma 3	Werking officiële gesubsidieerde PMS-centra.....	603,5	--	--
Programma 4	Werking vrije gesubsidieerde PMS-centra.....	871,8	--	--
Totalen voor de Afdeling 93.....		2 252,2	--	--
ORGANISATIE-AFDELING 94				
"Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique"				
Programma 0	Bestaansmiddelen bestuur.....	26,1	--	--
Programma 1	Allerhande toelagen.....	12,2	--	--
Totalen voor de Afdeling 94.....		38,3	--	--
ORGANISATIE-AFDELING 95				
Wetenschappelijk Onderzoek				
Programma 0	Bestaansmiddelen.....	5,0	--	--
Programma 1	Toelagen VZW of gelijkgesteld.....	18,9	--	--
Programma 2	Allerhande toelagen.....	460,0	--	--
Programma 3	Wetenschappelijk Onderzoek.....	2 480,4	--	--
Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek (B)				
	- Saldo op 1 januari 1996.....	--	--	--
	- Ontvangsten lopend jaar.....	--	--	--
	- Beschikbaar voor 1996.....	--	--	--
	- Uitgaven lopend jaar.....	--	--	--
	- Saldo op 31 december 1996.....	--	--	--
Totalen voor de Afdeling 95.....		2 964,3	--	--
ORGANISATIE-AFDELING 96				
Afstandsonderwijs				
Programma 0	Bestaansmiddelen.....	113,2	--	--
Totalen voor de Afdeling 96.....		113,2	--	--
ORGANISATIE-AFDELING 97				
Studietoelagen en -leningen				
Programma 0	Bestaansmiddelen.....	15,0	--	--
Programma 1	Toelagen en leningen.....	1 344,7	--	--
Fonds betaling studietoelagen (B)				
	- Saldo op 1 januari 1996.....	--	--	--
	- Ontvangsten lopend jaar.....	--	--	35,0
	- Beschikbaar voor 1996.....	--	--	35,0
	- Uitgaven lopend jaar.....	--	--	35,0
	- Saldo op 31 december 1996.....	--	--	--

(in miljoenen frank)

	Niet- gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Verander- lijke kredieten
		Vast- leggings- kredieten	Ordonnan- cerings- kredieten	
Fonds betaling studieleningen (C)				
- Saldo op 1 januari 1996.....	--	--	--	--
- Ontvangsten lopend jaar.....	--	--	--	22,0
- Beschikbaar voor 1996.....	--	--	--	22,0
- Uitgaven lopend jaar.....	--	--	--	22,0
- Saldo op 31 december 1996.....	--	--	--	--
Totalen voor de Afdeling 97.....	1 359,7	--	--	57,0
Algemene totalen van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming...	171 125,1	400,0	300,0	4 911,6

Afzonderlijke sectie

(In miljoenen frank)

Artikel	Wijze van beschikking	TEKSTEN	Saldo op 1 januari 1996	Ontvang- sten van het jaar	Uitgaven van het jaar	Saldo op 31 decem- ber 1996
		Uitgaven van de Franse Gemeenschap op inkomsten met speciale bestemming				
		Hoofdstuk I				
		Fondsen voornamelijk gestijfd door begrotingskredieten				
60.53	A	Verrichtingen van het Begrotingsfonds voor de Schoolgebouwen van de Gemeenschap, gestijfd door de rekening geopend bij het Gemeentekrediet van België bij toepassing van artikel 5, § 3, van het decreet dd. 5 februari 1990 met betrekking tot de schoolgebouwen (afzonderlijk beheer).....	598,4	1 675,0	1 675,0	598,4
60.54	A	Verrichtingen van het Fonds voor schoolgebouwen van het gesubsidieerd officieel onderwijs, gestijfd door de rekening geopend bij het Gemeentekrediet van België bij toepassing van artikel 8, § 4 van het decreet dd. 5 februari 1990 met betrekking tot de schoolgebouwen (afzonderlijk beheer).....	1 484,6	600,0	600,0	1 484,6

(In miljoenen frank)

Artikel	Wijze van beschikking	TEKSTEN	Saldo op 1 januari 1996	Ontvangsten van het jaar	Uitgaven van het jaar	Saldo op 31 december 1996
		Hoofdstuk II				
		Fondsen gestijfd door eigen ontvangsten				
66.48	B	Fonds voor de scholing van de personen die in de landbouw werkzaam zijn en voor sociale en economische voorlichting (koninklijk besluit van 23 augustus 1974).....	-73,5	3,0	--	-70,5
66.49	A	Uitvoering van koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 houdende een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de non-profit sector. (Thesaurievoorschotten kunnen worden toegekend tot beloop van het totaal bedrag van de overeenkomsten die betrekking hebben op de sector en bedoeld zijn in artikel 9 van voormeld koninklijk besluit nr. 25).....	-82,9	25,0	--	-57,9
		Totalen voor de afzonderlijke sectie.....	1 926,6	2 303,0	2 275,0	1 954,6

DIENSTEN MET AFZONDERLIJK BEHEER

Art. 70.02.C.- Samengevoegde begrotingen van de gemeenschapsdiensten met afzonderlijk beheer in het gemeenschapsonderwijs

	Op grond van het dienstjaar 1992 (In miljoenen franken)
1. Saldo op 1 januari	2 114,9
2. Ontvangsten	
2.1. Lopende verrichtingen	4 704,2
2.2. Kapitaalverrichtingen	65,4
2.3. Verrichtingen voor orde	191,6
3. Uitgaven	
3.1. Lopende verrichtingen	4 707,4
3.2. Kapitaalverrichtingen	116,3
3.3. Verrichtingen voor orde	147,9
4. Saldo op 31 december (1) + (2) - (3)	2 104,5

Art. 70.04.C. - Samengevoegde begrotingen van de
gemeenschapdiensten met afzonderlijk beheer voor de
PMS-centra van het gemeenschapsonderwijs

Op grond
van het
dienstjaar
1993
(In miljoenen
franken)

1. Saldo op 1 januari	109,9
2. Ontvangsten	
2.1. Lopende verrichtingen	66,5
2.2. Kapitaalverrichtingen	0,2
2.3. Verrichtingen voor orde	--
3. Uitgaven	
3.1. Lopende verrichtingen	107,4
3.2. Kapitaalverrichtingen	7,1
3.3. Verrichtingen voor orde	--
4. Saldo op 31 december (1) + (2) - (3)	62,1

Art. 70.20.C.- Onderwijsinstellingen ressorterend
onder het Ministerie van Onderwijs -
Exploitatiefonds (Hoeve van "Faculté des Sciences
agronomiques de Gembloux")

(In
miljoenen
franken)

1. Saldo op 1 januari	12,8
2. Eigen ontvangsten in het jaar	8,2
3. Uitgaven	6,4
4. Saldo op 31 december (1) + (2) - (3)	14,6

Art. 70.21.C.- "Centre technique de l'enseignement
de la Communauté française" (Technisch centrum voor
het onderwijs van de Franse Gemeenschap - Frameries

(In
miljoenen
franken)

1. Saldo op 1 januari	--
2. Ontvangsten	
2.1. Lopende verrichtingen	69,7
2.2. Kapitaalverrichtingen	4,6
2.3. Verrichtingen voor orde	--
3. Uitgaven	
3.1. Lopende verrichtingen	62,8
3.2. Kapitaalverrichtingen	4,6
3.3. Verrichtingen voor orde	--
4. Saldo op 31 december (1) + (2) - (3)	6,9

Art. 70.22.C.- "Centre d'auto-formation et de formation continue" (Centrum voor zelfopleiding en voortgezette opleiding) - Tihange

	(In miljoenen franken)
1. Saldo op 1 januari	4,0
2. Ontvangsten	
2.1. Lopende verrichtingen	14,1
2.2. Kapitaalverrichtingen	0,9
2.3. Verrichtingen voor orde	--
3. Uitgaven	
3.1. Lopende verrichtingen	18,1
3.2. Kapitaalverrichtingen	0,9
3.3. Verrichtingen voor orde	--
4. Saldo op 31 december (1) + (2) - (3)	--

TABEL IV

OPENBARE SCHULD VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

(in miljoenen frank)

	Niet- gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Verander- lijke kredieten
		Vast- leggings- kredieten	Ordonnan- cerings- kredieten	
ORGANISATIE-AFDELING 30				
Directe schuld				
Programma 0 Administratieve bestaansmiddelen.....	13,0	--	--	--
Programma 1 Dienst voor de directe schuld	7 927,5	--	--	--
Totalen voor de Organisatie-Afdeling 30.....	7 940,5	--	--	--
ORGANISATIE-AFDELING 35				
Schuld voortvloeiend uit de onroerende investerings van de universitaire instellingen				
Programma 1 Dienst voor de indirecte schuld.....	1 838,4	--	--	--
Totalen voor de Organisatie-Afdeling 35.....	1 838,4	--	--	--
ORGANISATIE-AFDELING 36				
Schuld voortvloeiend uit de leningen van de instellingen van openbaar nut ten laste genomen door de Franse Gemeenschap				
Programma 1 Dienst voor de indirecte schuld	273,5	--	--	--
Totalen voor de Organisatie-Afdeling 36.....	273,5	--	--	--
Totaal tabel IV	10 052,4	--	--	--

TABEL V

DOTATIES AAN HET WAAELSE GEWEST EN DE FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE

(in miljoenen frank)

	Niet- gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Verander- lijke kredieten
		Vast- leggings- kredieten	Ordonnan- cerings- kredieten	
ORGANISATIE-AFDELING 11				
Dotaties aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie				
Programma 1 Dotaties aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie.....	17 620,2	--	--	--
Totalen voor de Organisatie-Afdeling 11.....	17 620,2	--	--	--
Totaal tabel V	17 620,2	--	--	--

TITEL VII

Instellingen van openbaar nut

"Commissariat Général aux Relations
Internationales"(In
duizendtallen
frank)

Ontvangsten

HOOFDSTUK 41.- Opbrengsten voortvloeiend uit de uitoefening van de statutaire opdracht van het "Commissariat Général"		
411.02	Functionele inkomsten.....	17 941
411.09	Recuperaties.....	75 192
413.01	Intresten op beleggingen.....	18 000
414.01	Uitzonderlijke inkomsten.....	7 000
HOOFDSTUK 43.- Opbrengsten uit de verkoop van vermogensgoederen		
432.01	Opbrengsten uit de verkoop van roerende goederen.....	p.m.
HOOFDSTUK 45.- Tegemoetkoming van de overheidssector		
452.01	Bijdrage van de Franse Gemeenschap.....	926 300
HOOFDSTUK 49.-Ontvangsten voor orde		
491.01	Diversen.....	10 000
Totaal van de ontvangsten.....		1 054 433
Vermeerderd met de op 31 december 1995 beschikbare kredieten....		71 437
		1 125 870

Uitgaven

HOOFDSTUK 51.- Bedragen die uit te keren zijn aan personen verbonden aan de instelling

511.01	Bezoldiging van het personeel, met inbegrip van de sociale lasten.....		243 250
	- Personeel zetel in functie.....	138 855	
	- Personeel gedetacheerde zetel.....	22 899	
	- Personeel delegaties in het buitenland.....	50 691	
	- Personeel APEFE.....	18 549	
	- Personeel AQWBJ -APAIJ.....	9 116	
	- Personeel WBI-WBM.....	3 140	
	(met inbegrip van het personeel dat voor rekening van het Waalse Gewest zal tewerkgesteld worden : 18 750)		
511.05	Sociale dienst.....		754
511.06	Aanvullende verzekering- Patronale tussenkomst.....		1 400
511.07	Beroepsopleiding.....		85
511.08	Vergoedingen tot dekking van werkelijke lasten.....		5 150
511.09	Vergoedingen die geen werkelijke lasten dekken. Overuren met inbegrip van de bedrijfsvoorheffing.....		1 600
511.10	Provisie pensioen (Werkgeversaandeel).....		15 000
	Totaal hoofdstuk 51.....		<u>267 239</u>

HOOFDSTUK 52.- Bedragen die uit te keren zijn aan derden voor prestaties, leveringen en werken die betrekking hebben op diensten of goederen die niet voor inventarisatie in aanmerking komen

521.01	Huur der lokalen en lasten (Energieverbruik inbegrepen).....		51 500
521.02	a) Huur van materieel en meubilair.....	2 700	
	b) Huur en leasing van voertuigen.....	1 700	
521.03	Inrichting, onderhoud en herstelling van de lokalen.- Onderhoud en herstelling van de lokalen.....		4 000
521.04	a) Onderhoud en herstelling van materieel en meubilair.....	5 400	
	b) Onderhoud en herstelling van voertuigen.....	850	
521.05	Verzekeringen.....		3 300
521.07	Consumptieproducten (brandstoffen).....		700
521.09	Diversen.- Diverse kosten (lokalen, materieel, voertuigen).....		125
522.01	Bureau-onkosten.-Bureau-onkosten, economaat, telefoon en telex, frankering, documentatie, bankkosten, fiscale zegels.....		16 070
524.01	Erelonen advocaten, deskundigen.....		1 900
525.01	Terugbetaling van leningen.....		-
	Totaal hoofdstuk 52.....		<u>88 245</u>

HOOFDSTUK 53.- Uitoefening door de instelling van haar
statutaire opdracht

532	Uitgaven van alle aard in verband met de bevordering van de buitenlandse acties van de Franse Gemeenschap :	
532.01	Maandelijks tijdschrift " Présence " - Tijdschrift " Wallonie-Bruxelles ".....	10 930
532.02	Aankoop, huur van stands, huur van ruimte in de kranten, enz....	4 600
532.04	Produktie van videogrammen, afdrukken van brochures en folders..	4 300
532.05	Aankoop van kentekens, vlaggen en geschenken.....	400
	Totaal artikel 532.....	<u>20 230</u>
533	Vertegenwoordiging van de Franse Gemeenschap in het buitenland :	
533.01	Uitgaven van alle aard betreffende het " Centre Wallonie-Bruxelles" te Parijs.....	23 217
533.02	Uitgaven van alle aard betreffende de "Délégation Wallonie-Bruxelles" in Quebec.....	7 014
533.03	Uitgaven van alle aard betreffende de "Délégation générale Wallonie-Bruxelles ", belast met de franstalige en multilaterale zaken.....	9 782
533.04	Uitgaven van alle aard betreffende de "Délégation Wallonie-Bruxelles", in Kinshasa.....	8 983
533.05	Uitgaven van alle aard betreffende de "Délégation Wallonie-Bruxelles", te Genève.....	5 857
533.07	Uitgaven van alle aard betreffende de "Délégation Wallonie-Bruxelles", te Tunis.....	3 405
533.08	Uitgaven van alle aard betreffende de "Délégation Wallonie-Bruxelles", te Dakar.....	4 478
533.11	Uitgaven van alle aard betreffende de "Délégation Wallonie-Bruxelles", bij de Europese Unie.....	1 236
533.14	Uitgaven van alle aard betreffende de "Délégation Wallonie-Bruxelles", te Praag.....	5 189
533.99	Andere uitgaven betreffende de delegaties "Wallonie-Bruxelles" in het buitenland.....	8 710
	Totaal artikel 533.....	<u>77 871</u>
534	Multilaterale sector :	
534.01	BIJDRAGEN	
534.01.01	a) AUPELF.- Toelage aan de Vereniging der Universiteiten die volledig of gedeeltelijk franstalig zijn (zetel te Montréal)....	3 500
	b) AUPELF.- Internationaal Fonds voor universitaire samenwerking.....	1 000
534.01.02	CILF.- Toelage aan de "Conseil international de la langue française" (zetel te Parijs).....	1 200
534.01.03	"Union des Editeurs" - Toelage aan de "Union des Editeurs de langue française" (zetel te Brussel).....	200

534.01.04	"Fédération des professeurs de français" - Toelage aan de "Fédération internationale des professeurs de français" (zetel te Parijs).....	100
534.01.05	CONFESJES.- Toelage aan de "Conférence des Ministres de l'Education, de la Jeunesse et des Sports des pays d'expression française" (zetel te Dakar).....	750
534.01.06	ACCT.- Toelage aan de "Agence de Coopération Culturelle et Technique" (zetel te Parijs).....	95 000
534.01.07	CAMES.- Toelage aan de "Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur" (zetel te Ouagadougou).....	850
534.01.08	FEJ. - (EFJ).- Toelage aan het Europees Fonds voor de Jeugd (zetel te Straatsburg).....	1 335
	Totaal Bijdragen.....	<u>103 935</u>
534.02	ACTIES	
534.02.01	Internationale colloquia, ontmoetingen, enz.: a) binnen de Franse Gemeenschap..... b) in het buitenland.....	2 015 2 520
534.02.02	Diverse activiteiten in het multilaterale kader : a) Europese Unie..... b) Raad van Europa..... c) UNESCO..... d) OESO..... e) Francofonie..... f) Andere internationale organisaties.....	17 115 2 980 1 690 1 090 2 910 1 190
534.02.04	Uitgaven van alle aard met betrekking tot de acties die gevoerd worden om de Topontmoetingen van de Staats- en Regeringshoofden die het gebruik van de Franse taal gemeen hebben, te volgen.....	37 740
534.02.05	Organisatie van een biënnale voor poëzie.....	2 000
	Totaal Acties.....	<u>71 250</u>
	Totaal artikel 534.....	<u>175 185</u>
535	Bilaterale internationale betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België :	
535.01	Kosten voor opdrachten en ontvangst van deskundigen of groepen.- Beurzen - CGRI - AWEX..... - Franse Gemeenschap van België.....	326 000 150 000 000 176 000 000
535.02	Uitgaven van alle aard en overdrachten in verband met de bevordering van jeugduitwisselingen.....	15 735
535.03	Acties tot bevordering van onderwijs en opleiding in het buitenland.....	66 300
	Totaal artikel 535.....	<u>408 035</u>

536	Lopende uitgaven voor onderwijs en onderzoek, verspreiding van kunst en letterkunde en culturele en socio-culturele uitwisselingen en de samenwerking inzake sociale en gezondheidsmateries :	
536.01	Culturele sector.....	31 680
536.02	Sector onderwijs en opleiding.....	600
536.03	Sector persoonsgebonden aangelegenheden.....	33 250
	- Activiteiten Franse Gemeenschap	2 000 000
	- Activiteiten Waals Gewest	18 750 000
	- Activiteiten COCOF	12 500 000
	Totaal artikel 536.....	<u>65 530</u>
537	Bijzondere uitgaven	
537.01	Ristorno's en non-valeurs.....	p.m.
	Totaal artikel 537.....	<u>--</u>
	Totaal hoofdstuk 53.....	<u>746 851</u>
	 HOOFDSTUK 55.- Aankoop van vermogensgoederen	
550.01	Onroerende goederen.....	3 000
550.02	Nieuwe aankopen (materieel, meubilair, auto's).....	1 000
550.03	Aankoop en huur van informatica-apparatuur.....	5 535
550.04	Aankoop van uitrustingen bestemd voor het buitenland.....	4 000
	Totaal hoofdstuk 55.....	<u>13 535</u>
	 HOOFDSTUK 56.- Aan derden te betalen bedragen ten gevolge van financiële verrichtingen in hoofdsom	
560.01	Aflossing van leningen.....	--
	Totaal hoofdstuk 56.....	<u>--</u>
	 HOOFDSTUK 59.- Uitgaven voor orde	
591.01	Diversen.....	10 000
	Totaal hoofdstuk 59.....	<u>10 000</u>
	Totaal van de uitgaven.....	<u>1 125 870</u>

"Agence de Prévention du SIDA"

Ontvangsten		(in duizendtallen frank)
Hoofdstuk 41. Opbrengsten voortvloeiend uit de uitoefening van de statutaire opdracht		
411.01	Verkoop van documenten en abonnementen.....	700
411.02	Diversen.....	2 100
411.03	Terugbetaling wedden gedetacheerden.....	1 620
411.04	Buitengewone ontvangsten.....	2 000
414.01	Giften en legaten.....	100
Totaal hoofdstuk 41.....		<u>6 520</u>
Hoofdstuk 45. Tegemoetkoming van de overheidssector		
450.01	Bijdrage van de Franse Gemeenschap.....	131 500
Totaal hoofdstuk 45.....		<u>131 500</u>
Totaal van de ontvangsten.....		<u>138 020</u>

Uitgaven

HOOFDSTUK 51.- Bedragen die uit te keren zijn aan personen verbonden aan de instelling		
511.01	Bruto-bezoldiging, vakantiegeld en eindejaarstoelage, treinabonnementen.....	16 600
511.04	Sociale lasten, Ciger, Vorming, IDB, administratieve gezondheidsdienst, pensioenen.....	5 100
Totaal hoofdstuk 51.....		<u>21 700</u>
HOOFDSTUK 52.- Bedragen die uit te keren zijn aan derden voor prestaties, leveringen, werken, enz. die betrekking hebben op diensten of goederen die niet voor inventarisatie in aanmerking komen		
521.01	Huur, verhuizing, inrichting.....	3 550
521.02	Schoonmaak, onderhoud en verwarming.....	1 000
521.03	Opdrachtkosten.....	400
521.04	Verzekeringen.....	400
522.01	Kantoor, (econoomaat, telefoon, posterijen,...).....	1 950
526.01	Andere prestaties en werken door derden.....	500
Totaal hoofdstuk 52.....		<u>7 800</u>

Hoofdstuk 53.- Uitgaven die aan derden te betalen zijn als gevolg van de uitoefening door de instelling van haar statutaire opdracht

532	Bijzondere uitgaven	
532.01	Programma-overeenkomsten.....	71 000
532.02	Media-campagnes en diverse uitgaven in verband met de opdrachten van de instelling.....	14 600
532.03	Speciale acties, gedecentraliseerde animaties.....	2 000
532.04	Producers, drukken en verspreiden van pedagogische middelen (stripverhalen, dossiers, folders,....)	5 300
532.05	Documentatiecentrum.....	270
532.06	Wetenschappelijke onderzoeken en evaluaties.....	1 600
532.07	Andere prestaties en werken door derden.....	850
534.01	Ristorino's en non-valeurs.....	100
	Totaal hoofdstuk 53.....	<u>95 720</u>

Hoofdstuk 54. Uitgaven op inkomsten met speciale bestemmingen

540.01	Projecten die voor 1995 te bepalen zijn.....	100
	Totaal hoofdstuk 54.....	<u>100</u>

HOOFDSTUK 55. Bedragen die aan derden te betalen zijn voor de aankoop van vermogensgoederen

550.02	Meubilair.....	200 000
550.04	Materieel.....	500 000
	Totaal hoofdstuk 55.....	<u>700 000</u>

HOOFDSTUK 57. Bestemming van het boni

570.01	Terugbetaling aan de Franse Gemeenschap.....	12 000
	Totaal hoofdstuk 57.....	<u>12 000</u>
	Totaal van de uitgaven.....	<u>138 020</u>